

## VOIES FERRÉES

# Plusieurs projets seront réceptionnés en 2026

Plusieurs projets ferroviaires à travers le territoire national seront réceptionnés au cours de l'année 2026, permettant l'extension du réseau national, l'amélioration de la fluidité du trafic et favorisant le développement socioéconomique. C'est ce qu'a annoncé un responsable de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANSRIF). P 3

- **Ligne ferroviaire minière Béchar-Tindouf-Gara Djebilet : Un projet stratégique sur les rails**



## PÉTROLE

### La production algérienne atteint 934 000 b/j en 2025

L'Algérie a consolidé en 2025 sa place parmi les principaux producteurs de pétrole du continent africain, dans un contexte énergétique marqué par des évolutions contrastées. La production nationale de pétrole a atteint une moyenne de 934 000 barils par jour sur l'ensemble de l'année, enregistrant ainsi son niveau le plus élevé depuis plus de deux ans et demi.

P 2

## HYDROCARBURES

### Sonatrach entame la production de l'essence E5 en Europe

Sonatrach Raffineria Italiana a franchi une nouvelle étape dans sa stratégie industrielle et environnementale avec le lancement de la production de benzine contenant de l'éthanol (E5). La première cargaison, acheminée par camion-citerne, a été expédiée le 14 janvier depuis le terminal de la raffinerie d'Augusta, en Sicile, marquant ainsi l'entrée effective de ce carburant sur le marché, a indiqué Sonatrach Raffineria Italiana dans un communiqué diffusé sur son compte LinkedIn.

P 4

## FACE AU STRESS HYDRIQUE

### Le ministère de l'Hydraulique affine sa stratégie

Confronté à l'accentuation des effets des changements climatiques et à une pression croissante sur les ressources hydriques, le ministère de l'Hydraulique poursuit le déploiement d'une stratégie globale fondée sur l'anticipation, la diversification des sources d'eau et l'amélioration de leur gestion. Cette orientation vise à renforcer la résilience du secteur face aux aléas climatiques tout en garantissant un service public répondant aux attentes des citoyens.

P 16

AVEC LA PARTICIPATION DE 46 ENTREPRISES  
**Le Salon régional des produits alimentaires, industriels et de services s'ouvre à Bejaïa** P 2

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE HUAWÉI  
**Le renforcement de la coopération à l'étude** P 3

TOUGGOURT  
**Plus de 11.220 ha de foncier agricole inexploité récupérés** P 2

AVEC LA PARTICIPATION  
DE 46 ENTREPRISES  
**Le Salon régional  
des produits  
alimentaires,  
industriels et de  
services s’ouvre à  
Bejaïa**

Par R E.

La 1ère édition du Salon régional des produits alimentaires, industriels et de services, ouverte dimanche dans la wilaya de Bejaïa, a enregistré la participation de 46 opérateurs économiques venus de plusieurs wilayas, ont indiqué les organisateurs.

Organisé au siège de l'entreprise "COGB-Labelle", sous le slogan "Promotion des produits nationaux, notre opportunité d'exploration", le Salon a été inauguré par le wali, Kameleddine Kerbouche. Il regroupe 46 entreprises nationales relevant des secteurs public et privé, activant notamment dans les industries alimentaires, industrielles et de services, a indiqué à l'APS, le directeur local du commerce, Ghali Sid Ahmed.

Le responsable a ajouté que 24 entreprises participantes sont spécialisées dans les industries alimentaires, 19 dans la production industrielle et trois (3) dans les services, en plus de la présence de plusieurs administrations. " Près de 50% des opérateurs exposants sont des entreprises productrices et exportatrices", a-t-il précisé, en outre.

Lors de sa visite au Salon, le wali a souligné que cette manifestation vise à "mettre en valeur la qualité du produit national, encourager la consommation locale et favoriser les échanges et partenariats entre opérateurs économiques, contribuant ainsi au soutien de l'investissement et au renforcement du tissu économique national".

Il a, par ailleurs, affirmé que les "pouvoirs publics accordent un intérêt particulier à ce type d'événements économiques en raison de leur rôle dans l'accompagnement des producteurs, l'encouragement des initiatives locales et l'ouverture de nouvelles perspectives de commercialisation et de partenariat, avec des retombées positives sur le développement local et national".

A noter que ce Salon, qui se poursuivra jusqu'au 20 janvier, est organisé par la Chambre de commerce et d'industrie "Soummam", en coordination avec nombre de directions, notamment celles du commerce, de l'industrie, des services agricoles, ainsi que le bureau de wilaya du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

PÉTROLE

# La production algérienne atteint 934 000 b/j en 2025

L’Algérie a consolidé en 2025 sa place parmi les principaux producteurs de pétrole du continent africain, dans un contexte énergétique marqué par des évolutions contrastées. La production nationale de pétrole a atteint une moyenne de 934 000 barils par jour sur l’ensemble de l’année, enregistrant ainsi son niveau le plus élevé depuis plus de deux ans et demi.

Par M. A.

Cette progression, comparée à une moyenne de 905 000 barils par jour en 2024, illustre la capacité de l’Algérie à conjuguer respect des engagements internationaux et optimisation de son potentiel énergétique. Elle s’inscrit dans la mise en œuvre rigoureuse de la feuille de route convenue au sein de l’alliance OPEP+, notamment entre les huit pays concernés par la gestion des réductions volontaires de production. Après l’achèvement, en septembre 2025, d’un premier cycle de réductions estimé à 2,2 millions de barils par jour, les pays membres, dont l’Algérie, ont entamé à partir d’octobre un processus graduel d’allègement des coupes, tout en décidant de suspendre toute augmentation supplémentaire durant le premier trimestre de 2026. Selon la plateforme spécialisée Attaqa.net, cette dy-

namique maîtrisée a permis à l’Algérie de maintenir un équilibre délicat entre stabilité des marchés, discipline collective et préservation de ses revenus énergétiques. Dans un environnement international marqué par la volatilité des prix et les incertitudes géopolitiques, la constance de la production algérienne renforce la crédibilité du pays en tant que fournisseur fiable sur les marchés pétroliers.

À l’échelle continentale, l’Algérie se classe au quatrième rang des plus grands producteurs africains de pétrole en 2025, derrière le Nigeria, la Libye et l’Angola, mais devant l’Égypte. Si ces pays ont connu des trajectoires différentes, souvent influencées par des facteurs sécuritaires, institutionnels ou structurels, la performance algérienne se distingue par sa régularité et sa conformité aux accords multilatéraux. Par ailleurs, les réserves pétrolières prouvées de l’Algérie, esti-

mées à environ 12 milliards de barils, constituent un socle stratégique pour le pays, tant en matière de sécurité énergétique que de planification à long terme. Elles offrent une marge de manœuvre importante pour accompagner les politiques nationales de valorisation des hydrocarbures, tout en soutenant les efforts de diversification économique engagés ces dernières années.

Dans un continent africain dont les réserves pétrolières récupérables se sont stabilisées à près de 119,6 milliards de barils à la fin de 2025, l’Algérie confirme ainsi son rôle de pilier énergétique régional. Une position qui, au-delà des volumes produits, repose sur une gestion prudente des ressources, une coordination étroite avec ses partenaires et une vision stratégique visant à inscrire le secteur pétrolier dans une trajectoire de durabilité et de résilience face aux mutations du marché mondial.

TOUGGOURT

## Plus de 11.220 ha de foncier agricole inexploité récupérés

Une superficie globale de 11.223 hectares de foncier agricole inexploité depuis 2022 a été récupérée dans la wilaya de Tougourt, dans le cadre de l’opération d’assainissement du foncier agricole attribué par l’Etat, a-t-on appris dimanche auprès de la Di-

rection des services agricoles (DSA). Le foncier concerné par l’opération d’assainissement est réparti entre 26 périmètres agricoles, sur le territoire des daïras de Taïbet et El-Hedjira, après constat sur le terrain de son inexploitation, par la commission de

wilaya chargée du dossier de l’assainissement du foncier agricole, et ayant ensuite donné lieu à l’annulation des titres d’attribution à leurs bénéficiaires pour n’avoir pas honoré leurs engagements d’exploitation de ces terres, a-t-on expliqué. De son côté, l’Office national des

terres agricoles veille à la réaffectation du foncier ainsi récupéré et son attribution à des investisseurs "sérieux", contribuant ainsi à l’exploitation efficace et durable des terres et l’encouragement de l’investissement agricole productif dans la wilaya.

ORGANISATION TERRITORIALE

## Une étape clé pour renforcer la décentralisation en Algérie

Par Selma R.

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné hier à Alger l’importance du projet de loi portant organisation territoriale du pays, considéré comme une étape importante dans le processus de réforme institutionnelle de l’État et de rapprochement de l’administration du citoyen. Lors d’une présentation devant la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l’Assemblée populaire nationale sur ce texte de loi, qui vise à promouvoir 11 circonscriptions administratives au rang de wilayas à part entière, M. Sayoud a précisé que ce texte s’inscrit « dans la mise en œuvre des directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à rapprocher l’administration du citoyen, améliorer le service public, accélérer la prise en charge des préoccupations des citoyens et réaliser un développement équi-

libré et global sur l’ensemble du territoire national ». Selon le ministre, en vertu de ce texte de loi, la nouvelle organisation territoriale du pays comprendra 69 wilayas regroupant 1 541 communes, précisant que cette promotion répond « à un ensemble de considérations, notamment le besoin urgent de consacrer la décentralisation et de rapprocher le centre de décision », ainsi qu’aux « potentialités économiques, à l’étendue géographique et à la densité de population de certaines circonscriptions ». Cette démarche, ajoute le ministre, s’inscrit dans le cadre « de la nouvelle vision de l’État pour la réorganisation du territoire, afin d’assurer un équilibre réel et de réduire les disparités de développement, en particulier dans les hauts plateaux et le Sud », traduisant ainsi la volonté de l’État « de fournir des services publics de qualité, en créant des structures administratives complètes et en mobilisant des ressources humaines qualifiées pour permettre à ces wilayas de maîtriser les ou-

tils de planification et de mettre en œuvre et suivre les programmes de développement ». Le ministre a également insisté sur « l’accompagnement de ce processus par un plan intégré incluant les aspects organisationnels, humains et financiers, afin d’assurer une transition fluide et efficace », précisant que « il a été confié aux walis la responsabilité de conduire le transfert des pouvoirs et obligations de manière progressive pour éviter toute perturbation dans les services publics, notamment dans les secteurs vitaux, permettant ainsi aux nouvelles wilayas de commencer effectivement leurs missions à partir du 1er janvier 2027 dans des conditions organisationnelles et opérationnelles appropriées ».

Enfin, il a ajouté que tous les textes d’application nécessaires ont été préparés, notamment ceux relatifs à la détermination des circonscriptions électorales, aux noms et sièges des wilayas, ainsi qu’à la composition et aux limites territoriales des communes.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M’hamed Alger  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[Programmation.regie@anep.com.dz](mailto:Programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ovargla@anep.com.dz](mailto:agence.ovargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

VOIES FERRÉES

Plusieurs projets seront réceptionnés en 2026

Plusieurs projets ferroviaires à travers le territoire national seront réceptionnés au cours de l’année 2026, permettant l’extension du réseau national, l’amélioration de la fluidité du trafic et favorisant le développement socioéconomique. C’est ce qu’a annoncé un responsable de l’Agence nationale d’études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANSRIF).

Par Sirine R.

En effet, outre la mise en service prochaine de la ligne minière Sud-Ouest Béchar-Tindouf-Gara Djebilet après le succès de la phase des essais techniques, «l’année 2026 verra la réception de plusieurs autres projets ferroviaires dont plusieurs tronçons de la ligne minière Est pour le transport du phosphate et ses dérivés, ainsi que le dernier tronçon de la ligne des Hauts-Plateaux», a indiqué le directeur central de l’Agence, Nabil Boubaya, dans une déclaration à la radio nationale «Chaîne I». Concernant la ligne minière Est, s’étendant sur une longueur de 422 km, le responsable a affirmé que les travaux sont à un stade avancé pour le dédoublement de la voie sur plusieurs tronçons, dont Annaba-Bouche-gouf et Oued Keberit-Driéa, lesquels seront réceptionnés durant l’année en cours. Par ailleurs, le dernier tronçon (73 km) de la ligne des Hauts-Plateaux, qui s’étend sur 1.046 km, entre Tiaret et Tissemsilt, sera aussi réceptionné, ce qui permettra l’exploitation intégrale de cette ligne ferroviaire stratégique moderne reliant Tébessa à l’est et

Sidi Bel Abbés à l’ouest, en passant par M’Sila et Boughzoul (wilaya de Médéa), selon le même responsable. Par ailleurs, les travaux de renforcement du réseau à l’est du pays se poursuivront en vue son extension et de sa modernisation, pour relier les ports de Skikda et de Djen Djen (wilaya de Jijel) à Touggourt et Hassi Mes-saoud (wilaya d’Ouargla), outre les projets programmés dans la région centre, dans le cadre de l’axe Alger-Tamanrasset, notamment à travers le lancement du projet Laghouat-Ghardaïa-El Meniaa sur un linéaire de 495 km, ce qui permettra de consolider le réseau national afin d’assurer «le transport des marchandises et des voyageurs avec plus d’efficacité et de manière équilibrée entre les différentes régions», selon le directeur. Ces projets seront réalisés dans le cadre d’un programme d’investissement d’une enveloppe de 2.400 mds DA, a précisé M. Boubaya, soulignant que la mise en œuvre de ce programme a permis, à ce jour, l’extension du réseau de 4.000 km il y a quelques années à 5.738 km actuellement. Concernant la ligne minière Béchar-Tin-

douf-Gara Djebilet, s’étendant sur une distance globale de 950 km, le responsable a affirmé que «celle-ci est désormais prête pour l’exploitation commerciale, après le succès de la phase des essais techniques». Cette ligne minière a été conçue pour transporter annuellement 50 millions de tonnes de minerai de fer à partir de la mine de Gara Djebilet, ainsi que 25 millions de tonnes de ressources transformées issues des usines de transformation que le secteur des mines s’attelle à réaliser. Cet axe bénéficie d’une capacité de charge supérieure à 32,5 tonnes, soit un niveau nettement plus élevé que celui du reste des lignes du réseau national, selon le directeur, ajoutant que l’exploitation de la ligne se fera à une vitesse de 80 km/h pour le transport de marchandises et de 160 km/h pour le transport de voyageurs. Le responsable a affirmé que «cette grande réalisation est l’œuvre de mains algériennes qui ont surmonté tous les difficultés notamment celles liées au relief de la région, ajoutant que quarante-cinq (45) ponts ont, ainsi, été construits pour contourner les oueds, en plus d’un volume record de terrassement (remblai et ex-

cavation) estimé à 75 millions de mètre cubes avec des rendements sans précédent dépassant les 5 millions de mètres cubes par mois». De son côté, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a entamé son travail proactif il y a plusieurs mois afin d’assurer le bon fonctionnement de cette ligne en déployant toutes les ressources humaines, matérielles et logistiques nécessaires. A cet égard, le directeur central chargé de la clientèle à la SNTF, Farid Halliche, a affirmé dans une déclaration à la Radio Algérienne, que la mise en service de la ligne permettra d’embaucher plus de 550 employés dans un premier temps, un chiffre appelé à atteindre 3000 employés plus tard. Concernant le transport de voyageurs, la compagnie exploitera cette ligne avec deux (2) trains, le premier partira quotidiennement de Béchar à 8h30, tandis que le second partira de Tindouf à 9h15 tous les jours, avec la possibilité de réserver les billets en ligne, a ajouté le même responsable, précisant que cette ligne dessert les gares d’Abadla, Hammaghuir, Tabelbala, Hassi Khébi et Oum El Assel.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET  
Un projet stratégique sur les rails

Par Réda Hadi

La nouvelle ligne ferroviaire minière reliant Béchar à Tindouf et à la mine de Gara Djebilet franchit une étape décisive. Les essais techniques réalisés récemment sur ce tronçon stratégique ont été couronnés de succès, ouvrant la voie à une mise en exploitation progressive après son inauguration officielle par le président de la République. Une avancée majeure pour le développement du Sud-Ouest du pays et pour la relance du transport ferroviaire national. M. Farid Halliche, directeur central chargé de la clientèle à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), invité de la Radio algérienne, est revenu en détail sur l’im-

portance de ce projet d’envergure, tant sur le plan économique que social et logistique. S’étendant sur près de 950 kilomètres entre Béchar - la mine de Gara Djebilet, dont 815 kilomètres entre Béchar et Tindouf, cette nouvelle ligne constitue une première historique. Jamais auparavant le réseau ferroviaire national n’avait atteint la wilaya de Tindouf, longtemps enclavée. «C’est une nouvelle ligne qui va considérablement booster le trafic ferroviaire, aussi bien pour le transport de marchandises que pour celui des voyageurs», a souligné M. Halliche. Les essais menés la semaine dernière ont porté sur deux volets essentiels : l’état de la voie ferrée et la logistique liée au chargement et au déchargement du minerai de fer.

Ces opérations ont été réalisées en coordination avec les partenaires du projet, notamment l’Agence nationale d’études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et l’entreprise FERAAL, chargée de l’exploitation minière. Des wagons ont ainsi été chargés à Gara Djebilet avant d’être acheminés vers le port d’Oran, confirmant la fiabilité de la chaîne logistique. Au-delà du fret minier, la ligne assurera également le transport de voyageurs, avec la mise en circulation de deux trains quotidiens simultanés : l’un au départ de Béchar vers Tindouf à 8h30, l’autre de Tindouf vers Béchar à 9h15. Ces trains desserviront plusieurs localités intermédiaires, contribuant au désenclavement de zones éloi-

gnées et à la dynamisation des échanges régionaux. Les rames destinées à cette ligne sont composées de voitures réhabilitées dans les ateliers de la SNTF à Sidi Bel Abbès. D’une capacité de 246 places, elles comprennent une voiture de première classe, deux de deuxième classe et une voiture de restauration. « Ce sont les mêmes types de voitures que celles utilisées sur la ligne Alger-Tunis », a précisé le responsable, assurant un niveau de confort conforme aux standards actuels. En matière de vitesse, les trains circuleront entre 80 et 100 km/h, une cadence adaptée aux caractéristiques techniques de la voie. L’entretien de ce long tronçon, exposé notamment à l’ensablement, fait

partie des missions prioritaires de la SNTF. Des engins spécialisés seront acquis pour garantir la durabilité de l’infrastructure, même si la voie a été conçue légèrement surélevée pour limiter les risques. Sur le plan économique, le transport du minerai de fer représente un enjeu majeur. À terme, la ligne devra acheminer jusqu’à 50 millions de tonnes de minerai brut par an, auxquelles s’ajouteront 25 millions de tonnes de produits semi-finis et finis, soit un volume total de 75 millions de tonnes à l’horizon 2040. Les convois miniers seront d’une tout autre dimension : jusqu’à 170 wagons par train, pour un poids pouvant atteindre 17 000 tonnes et une longueur de plus de 2 kilomètres.

LE MINISTRE DE L’ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE HUAWEI

Le renforcement de la coopération à l’étude

Par R. E.

Dans le cadre des efforts visant à renforcer la coopération extérieure et à explorer de nouvelles perspectives de partenariat international pour l’Algérie, le ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Dr. Mourad Adjal, a reçu hier, au siège de son ministère, une délégation de responsables de Huawei, l’entreprise chinoise spécialisée dans les télécommunications, l’électronique et les technologies de consommation. La délégation était dirigée par M. Li Xin, président de Huawei pour la région Afrique du Nord, de l’Ouest et du Centre, a précisé le ministère dans un communiqué. La rencontre a porté, ajoute la même

source, sur les domaines de coopération et de partenariat entre le ministère de l’Énergie et des Énergies renouvelables (à travers ses instances) et l’opérateur chinois Huawei, en particulier pour le développement des différentes technologies dans les secteurs de l’énergie et des énergies nouvelles et renouvelables. Le ministre Mourad Adjal a ouvert la réunion, en présence de plusieurs hauts responsables du ministère, en rappelant la profondeur des relations historiques entre l’Algérie et la Chine et la solidité des partenariats économiques, visibles notamment à travers la forte présence des opérateurs économiques chinois dans divers secteurs du marché algérien. Il a souligné l’intérêt de l’Algérie à renforcer ces relations, notam-

ment dans le contexte économique favorable offert par le pays aux investisseurs étrangers et les importantes opportunités qui leur sont offertes, en particulier dans le domaine de l’énergie et des énergies renouvelables. Le ministre a également insisté sur l’importance de la formation et du transfert de compétences, priorité pour le secteur, en raison des résultats positifs obtenus par les experts chinois sur le marché algérien grâce à leur expertise, leur crédibilité et leur engagement à respecter les projets qui leur sont confiés. De son côté, M. Li Xin a exprimé l’intérêt majeur de la Chine pour approfondir le partenariat avec l’Algérie, saluant les opportunités importantes offertes par le pays à ses partenaires étrangers et affirmant la vo-

lonté de Huawei d’être un acteur actif dans ce cadre. L’accent a été mis sur l’accompagnement de l’Algérie dans le développement des usages technologiques dans le secteur de l’énergie et des énergies renouvelables, ainsi que sur la bonne exécution du programme de transition énergétique. À l’issue des travaux de la rencontre, il a été convenu d’organiser une réunion conjointe entre les experts du ministère de l’Énergie et des Énergies renouvelables et ceux de Huawei, afin d’étudier les propositions de l’opérateur chinois. Cette démarche permettra de définir les axes prioritaires et les domaines de partenariat, sur lesquels seront prises les décisions appropriées et organisées les réunions nécessaires pour encadrer le projet de coopération.

MÉCANISME "DIPLOME-STARTUP, DIPLOME-PROJET INNOVANT" EN 2025  
51 projets de fin d'études enregistrés à l'ESSB d'Oran

L'Ecole supérieure des sciences biologiques d'Oran (ESSBO) a enregistré pour l'année universitaire précédente 51 projets de fin d'études, dans le cadre de l'arrêté ministériel 12-75 concernant le mécanisme " Diplôme-Startup, Diplôme-Projet innovant ", a-t-on appris de la responsable de l'incubateur d'entreprises de cette institution universitaire. Cet arrêté, mis en œuvre depuis 2022, a ouvert la voie à des projets de fin d'études pour les étudiants axés sur la création d'entreprises émergentes ou économiques, intégrant des idées innovantes ou la création de startups ou de petites entreprises au lieu de mémoires classiques, a indiqué à l'APS Mme Messaoui Hayat, directrice de l'incubateur. Les projets, dans ce cadre, varient entre le développement d'applications et de services numériques, des solutions techniques ou des modèles d'affaires innovants, sachant que l'arrêté encourage l'innovation et l'entrepreneuriat étudiant, avec des mécanismes de soutien via des incubateurs d'entreprises universitaires et leur transformation en brevets, ce qui sert l'économie nationale, a-t-elle souligné. Depuis le début de l'application de l'arrêté 12-75, l'ESSBO a enregistré 62 projets de fin d'études, tandis que l'année universitaire précédente a connu un grand engouement de la part des étudiants, concrétisé par 51 projets dans divers spécialités des sciences biologiques, ajoute la même intervenante. Quatre projets ont obtenu le label " Projet innovant " décerné par le ministère de l'Economie de la connaissance, des startups et des petites entreprises, en attendant de passer à la prochaine étape qui est de demander le label "Startup", selon la même responsable. Les projets innovants labellisés couvrent divers domaines et spécialités des sciences biologiques tels que la biologie moléculaire, l'agriculture et bioremédiation, ainsi que des projets communs avec l'intelligence artificielle, a-t-elle noté.

SEMAINE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT 2025  
L'Algérie en tête du classement mondial des activités organisées

Le ministère de l'Economie de la connaissance, des starts-up et des micro-entreprises a révélé que l'Algérie a occupé la première place mondiale en termes d'activités organisées lors de la 17e édition de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat 2025. Selon un communiqué publié hier par le ministère, «cela vient couronner la participation de l'Algérie à la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, qui a été organisée sous le patronage du Premier ministre. Cette édition a enregistré une large mobilisation, réunissant l'ensemble des acteurs de l'écosystème national de

l'entrepreneuriat, notamment des secteurs ministériels, des organismes de soutien et d'accompagnement, des start-up et micro-entreprises, ainsi que des partenaires nationaux et internationaux». Cette édition, ajoute le communiqué, a constitué un indicateur fort de la dynamique nationale et de l'intérêt croissant accordé à l'entrepreneuriat. Elle traduit également l'engagement collectif en faveur du développement de ce secteur, en parfaite adéquation avec le slogan de cette édition : « Ensemble, nous construisons – Together, We Build ».

HYDROCARBURES

Sonatrach entame la production de l'essence E5 en Europe

Sonatrach Raffineria Italiana a franchi une nouvelle étape dans sa stratégie industrielle et environnementale avec le lancement de la production de benzine contenant de l'éthanol (E5). La première cargaison, acheminée par camion-citerne, a été expédiée le 14 janvier depuis le terminal de la raffinerie d'Augusta, en Sicile, marquant ainsi l'entrée effective de ce carburant sur le marché, a indiqué Sonatrach Raffineria Italiana dans un communiqué diffusé sur son compte LinkedIn. L'introduction de l'éthanol dans la composition de l'essence s'inscrit dans une démarche visant à augmenter la part des composants d'origine biologique dans les carburants destinés à l'automobile, produits par la raffinerie. Cette orientation traduit l'engagement de Sonatrach Raffineria Italiana à accompagner les évolutions du secteur énergétique et à contribuer activement aux objectifs de transition énergétique. L'éthanol utilisé dans ce nouveau carburant est produit au sein du site industriel IMA, situé dans la province de Trapani, en Sicile. Ce choix permet de structurer une chaîne d'approvisionnement entièrement locale, valorisant les ressources et les compétences du territoire sicilien, tout en renforçant la synergie entre acteurs industriels régionaux. À travers cette initiative, Sonatrach Raffineria Italiana consolide le positionnement de la raffinerie d'Augusta comme un acteur engagé dans l'innovation industrielle et la durabilité, en adaptant son outil de production aux nouvelles exigences environnementales du marché européen des carburants. L'intégration de

biocomposants dans les carburants constitue, en effet, un levier important pour la réduction de l'empreinte carbone du secteur des transports, sans rupture technologique pour les utilisateurs. Au-delà de l'aspect environnemental, ce projet illustre également la volonté de la filiale du groupe Sonatrach de renforcer son ancrage territorial, en favorisant une production énergétique qui conjugue performance industrielle, développement local et responsabilité environnementale. Avec le lancement de l'essence E5, Sonatrach Raffineria Italiana confirme ainsi sa capacité à anticiper les mutations du marché énergétique et à inscrire ses activités dans une dynamique durable, en cohérence avec les orientations stratégiques du groupe Sonatrach et les objectifs européens en matière de transition énergétique.

CUIRS ET TEXTILES

Des conventions entre le Centre d'excellence d'Ain Bessam et des sociétés nationales spécialisées

Des conventions de partenariat ont été signées, samedi à Bouira, entre des sociétés nationales spécialisées dans l'industrie des cuirs et des textiles et le Centre d'excellence pour la formation d'Ain Bessam (Bouira), lors d'une cérémonie présidée par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab. Au cours d'une visite de travail à Bouira, la ministre s'est rendue, en compagnie des autorités locales, dans la commune d'Ain Bessam, où elle a inspecté le Centre d'excellence pour la formation et le développement des compétences dans les métiers du textile et du cuir. Mme Arhab a inspecté les différents services et pavillons de ce centre d'excellence, qui a récemment lancé (fin 2025), le premier cycle de formation dans trois filières ouvertes aux stagiaires. "l'objectif est de dynamiser le secteur industriel et de répondre aux besoins du marché de l'emploi et de l'économie nationale", a expliqué à l'APS, Makhlouf Laïfa, directeur par intérim de la formation professionnelle à Bouira. Sur place, la ministre a présidé une cérémonie de signature de conventions de partenariat entre le Centre d'excellence d'Ain Bessam et des sociétés nationales publiques spécialisées dans l'industrie des textiles et des cuirs, dont des filiales du groupe GITEX, comme l'Algérienne des textiles (TEXALG). "Nous avons assisté à la signature de conventions visant à donner une nouvelle impulsion au secteur de l'industrie des cuirs et des textiles, à travers un partenariat effectif entre le secteur de la formation professionnelle et les cinq filiales du groupe industriel GITEX", a déclaré la ministre lors d'un point de presse tenue en marge de

cette visite. Mme Arhab a estimé que la signature de ces conventions allait donner un nouveau souffle au Centre d'excellence d'Ain Bessam, qui, a-t-elle dit, "est capable d'intégrer de nouvelles filières et spécialités pour répondre aux besoins du groupe GITEX". Ces conventions, signées entre le centre d'Ain

Bessam et les sociétés TEXALG (Algérienne des textiles), Jacket Club, et Leather industrie et ACED (Cuirs et dérivés), "permettront de former aussi des compétences nationales appelées à intégrer le monde du travail. Ce centre est considéré comme un point de liaison entre le secteur de la formation professionnelle et le secteur économique", a souligné la ministre.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 جاتفي 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Janvier 2026

| Produits                   |                       | Prix du détail¹ |                 |                 | أسعار التجزئة²     |                             |
|----------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|-----------------------------|
|                            |                       | DA / Kg         |                 |                 | دج / كلف           |                             |
|                            |                       | معدل<br>Moyenne | أعلى<br>Maximum | أدنى<br>Minimum | المنتجات           |                             |
| Légumes frais              | Pomme de terre        | 68              | 77              | 60              | البطاطا            | خضر طازجة                   |
|                            | Tomate                | 96              | 114             | 78              | الطماطم            |                             |
|                            | Oignon sec            | 70              | 79              | 62              | البصل الجاف        |                             |
|                            | Ail sec               | 782             | 851             | 712             | الثوم الجاف        |                             |
|                            | Carotte               | 92              | 104             | 80              | الجزر              |                             |
|                            | Navet                 | 103             | 115             | 91              | اللفت              |                             |
|                            | Choux fleur           | 75              | 85              | 66              | قرنبيط             |                             |
|                            | Choux                 | 85              | 95              | 74              | الكرب              |                             |
|                            | Courgette             | 151             | 166             | 136             | الكوسة             |                             |
|                            | Haricot vert          | 365             | 397             | 332             | الفاصولياء الخضراء |                             |
|                            | Laitue                | 140             | 155             | 126             | الخس               |                             |
| Fruits frais               | Clémentine            | 189             | 224             | 154             | كليمنتين           | فواكه طازجة                 |
|                            | Mandarine             | 169             | 200             | 137             | المندرين           |                             |
|                            | Orange                | 149             | 184             | 114             | البرتقال           |                             |
|                            | Citron                | 146             | 169             | 124             | الليمون            |                             |
|                            | Pomme locale          | 386             | 472             | 301             | التفاح المحلي      |                             |
|                            | Datte                 | 506             | 643             | 369             | التمر              |                             |
|                            | Banane                | 518             | 537             | 493             | الموز              |                             |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale  | 1911            | 2063            | 1759            | لحم البقر المحلي   | المنتجات ذات الأصل الحيواني |
|                            | Poulet de chair       | 336             | 348             | 323             | الدجاج             |                             |
|                            | Ceufs (Unité)         | 21              | 22              | 19              | البيض (وحدة)       |                             |
|                            | Lait de vache (Litre) | 96              | 102             | 90              | حليب البقر (لتر)   |                             |

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur          | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per   | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|-------------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|-------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES           | ALL  | 330,00    | NC      | 0,00  | 2,44            | -20,92         | 5,82  | 10,61      | 0               | 0,00                |
| BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL | BDL  | 1 410,00  | NC      | 0,00  | 0,60            | -0,14          | 9,07  | 5,52       | 0               | 0,00                |
| BIOPHARM                      | BIO  | 2 501,00  | NC      | 0,00  | 0,00            | 2,50           | 6,65  | 6,40       | 0               | 0,00                |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE    | CPA  | 2 300,00  | 2300,00 | 0,00  | 0,01            | 1,55           | 10,97 | 5,43       | 9006            | 20 713 800,00       |
| EGH El Aurassi                | AUR  | 360,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -8,35          | 4,55  | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                        | SAI  | 420,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | 4,43           | 3,97  | 5,00       | 0               | 0,00                |

MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ORGANISATIONS ET DE LA NORME SOCIALE ISO 26.000

Les premières expériences d'entreprises algériennes

Jamais norme n'aura suscité tant de débats, discussions, négociations et de participation (90 pays) durant les cinq années de préparation de 2005 à 2010 auprès de l'I.S.O (www.iso.org ), l'organisation mondiale de la Normalisation.

2<sup>ère</sup> partie

Par Mr Yassine FOUDAD (\*)

- Pour cela, les échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays pilotes de la mise en œuvre de l'ISO 26 000 ont été organisés
- Des actions telles que la formation de formateurs impliquant des professionnels des ONN , des gouvernements, de l'industrie, des organisations de consommateurs, associations.. etc. ont été réalisées.

1.2-Formation des experts nationaux à la Norme ISO 26000

- tionaux sur la RS.
- Pendant les phases I et II, les cadres suivants ont été formés pour chaque pays pilote:
    - coordinateur national pour le projet RS MENA dans l'ONN
    - président du Comité Miroir National sur la RS,
    - 15 experts nationaux.

1.3/- Participation des Organisations Pilotes Algériennes

Lancé en Juin 2011 après l'adoption de la Norme ISO 26.000, le projet RS MENA d'implémentation de cette

Ces ateliers se sont poursuivis post-projet puisque plusieurs entreprises poursuivent en interne leurs travaux de manière autonome et volontaire. Toutefois, il convient de noter que quelques organisations n'ont pas achevé leur participation au projet, avec le retrait volontaire de trois d'entre elles, soit après la phase de Diagnostic, soit lors de la mise en œuvre du Plan d'Actions. En effet, l'adhésion comme le retrait sont liés à la volonté de chaque organisation pour conforter l'esprit de la norme « d'adhésion volontaire ». Toutefois plusieurs entreprises publiques & privées de secteurs variés, des banques, des opérateurs de téléphonie et surtout le grand groupe énergétique SONATRACH et Algérie Télécoms ont lancé des projets en interne.

1.4/- Organisation de JOURNÉES de SENSIBILISATION NATIONALES

L'IANOR (institut algérien de normalisation) a organisé sept journées de sensibilisation animées par les experts nationaux pour sensibiliser et vulgariser les concepts du RSO aux acteurs de la normalisation :

- 2011 : Le 19 Octobre à Oran et le 22 Décembre à Alger
- 2012 : Le 17 Juin à Annaba et le 11 Octobre à Oran
- 2013 : le 11 juin 2013 à Alger (SONATRACH) et le 11 Décembre à l'USTHB (Université Sciences & Technologie) de Bab Ezzouar/Alger
- 2014 : le 29 Septembre 2014 à Alger, pour le CREDEG et le Groupe SONELGAZ à l'IFEG (institut de formation) de Ben Aknoun

1.5/- Formation et Reporting

- L'expertise nationale s'est développée par la formation de 15 experts locaux formés en 4 ans et coachés par un expert international d'ISO
- Un comité de pilotage, présidé par l'IANOR, se réunit régulièrement pour examiner l'état d'avancement des travaux et faire le reporting à l'ISO

1.6/- Organes de Pilotage du Projet

Deux organes stratégiques, avec des missions complémentaires, ont piloté et accompagné ce projet :

- Un Comité Miroir composé de plusieurs parties prenantes (ministères, syndicats, entreprises, associations professionnelles...)
- Un Comité de Pilotage sous l'autorité du Directeur de l'Institut Algérien de Normalisation et composé d'experts nationaux

2/- Méthodologie d'intervention :

Toutes les missions d'implémentation de la norme auprès des organisations pilotes se sont vues allouer un budget expertise similaire, d'environ 5j/expert./an , avec la supervision d'ISO Les interventions des experts ont essentiellement porté sur :

- Une présentation du projet ISO 26 000 par l'expert à l'organisation et son équipe dirigeante
- La désignation par celle-ci d'une équipe projet chargé des principales Questions Centrales
- Un auto-diagnostic sur ces Questions Centrales avec l'identification des domaines ou il faut agir, réagir et veiller, selon une échelle de notation
- L'identification des Parties Prenantes et de leur sphère d'influence
- L'élaboration d'un Plan d'Actions
- La mise en œuvre de ce Plan avec les actions prioritaires
- Le Reporting régulier à chaque étape et un Rapport Final

L'appropriation de la Norme a ainsi généré des actions spécifiques pour chacune d'elles et leur groupe. Certaines (NCA Rouïba) ont approfondi leur Reporting par la mise en place d'indicateurs de progrès (KPI) et d'un Tableau de Bord conforme au référentiel du G.R.I.(Global Reporting Initiative). Cette PME spécialisée dans les boissons, triple certifié dans son S.M.I . a d'ailleurs reçu plusieurs distinctions dont le Prix national de la Qualité du Ministère de l'Industrie en 2013, prix intégrant des critères RSE. Elle a également engagé une enquête périodique de la satisfaction de son personnel et élaboré un « Observatoire du Bien-Etre » comme signalé par notre contribution .

D'autres entreprises ont lancé des « enquêtes de satisfaction du personnel » : SASACE et ENAC notamment et approfondi leur CODE d'ETHIQUE (ENAC).

SAIDAL a pu ainsi satisfaire les exigences RS du cahier des charges lors d'un partenariat international et la création d'une joint-venture dans le domaine pharmaceutique avec une multinationale nordique.

(A suivre)

Notes

2 Projet de responsabilité sociétale dans la région Middle East North Africa  
3 GRI=Global Reporting Initiative, ONG américaine  
4« Ressources Humaines et Responsabilités Sociétales », dirigé par S.FRIMOUSSE, J.J.GALENS, J.ORSONI et M.THEVENET (éditions EMS- mai 2014)

- L'ISO a ainsi organisé des formations régionales (à Alger, Tunis et Marrakech) de 2011 à 2014 sur la RS-ISO 26000 pour former des experts nationaux sur la Norme ISO 26000 et à sa mise en œuvre.
- Du matériel spécifique de formation pour la mise en œuvre de l'ISO 26000 et une plate forme internet ont été développée par l'ISO et les experts interna-

norme dans les organisations algériennes a concerné les entreprises et organisation suivantes : Ces 17 organisations pilotes, de statuts divers (public/privé), se sont appropriées la norme avec l'assistance technique nationale et internationale fournis par l'ISO et ont partagé leurs réflexions et expériences lors de plusieurs ateliers de travail sur la RSO.

(\*) Consultant/Formateur Ressources Humaines-RSE et Expert national ISO 26.000  
E-mail : foudad.y@gmail.com

ORAN

Près de 50.000  
visiteurs  
enregistrés en  
2025 au Musée  
Ahmed Zabana

Le Musée public national Ahmed Zabana d'Oran a connu une affluence notable au cours de l'année 2025, en accueillant près de 50.000 visiteurs venus découvrir les collections muséales mettant en valeur l'histoire et le patrimoine de l'Algérie, à-on informé, samedi, auprès de cet établissement muséal.

Le Musée Ahmed Zabana a enregistré, au cours de l'année écoulée, la visite d'environ 50.000 personnes issues de différentes catégories et tranches d'âge, parmi lesquelles près de 651 visiteurs étrangers de diverses nationalités, a précisé à l'APS la cheffe du service de la communication du musée, Mme Leïla Boutaleb.

Le responsable a indiqué que les visiteurs étrangers ont manifesté un intérêt particulier pour la salle des Beaux-arts, qui expose des œuvres signées par d'éminents artistes algériens et internationaux de renom dans le domaine des arts plastiques, ainsi que pour les sections "Archéologie ancienne" et "Ethnographie", qui contiennent des pièces archéologiques illustrant les différentes périodes historiques qu'a connues la ville d'Oran, en plus du patrimoine culturel matériel et immatériel de l'Algérie.

Le musée a également accueilli, au cours de l'année passée, 3.315 élèves issus des différents cycles de l'enseignement et 645 étudiants universitaires ayant réalisé des recherches et des mémoires portant sur l'histoire du pays et son riche patrimoine, a indiqué la même source.

Le nombre d'enfants et d'adolescents a dépassé les 20.000 visiteurs, tandis que celui des visiteurs âgés de plus de 60 ans a atteint 3.762 personnes lieux de différentes wilayas du pays pour découvrir les trésors patrimoniaux que recèle ce musée, qui comprend neuf sections, à-elle fait savoir.

Cette affluence s'explique par l'adoption de la technologie du "hologramme" dans la présentation de certaines pièces archéologiques et des œuvres artistiques, selon une approche innovante mettant en valeur leur esthétique et leurs différentes dimensions, ce qui a contribué à susciter l'intérêt des visiteurs, a souligné Mme Boutaleb, ajoutant que cette technologie a été introduite durant le Mois du patrimoine de l'année 2025 sur un ensemble de pièces patrimoniales.

Par ailleurs, dans le cadre de la transition numérique que connaît le pays, le Musée public national Ahmed Zabana a permis, au cours de l'année 2025, aux visiteurs d'acheter leurs billets d'entrée en utilisant des cartes bancaires, a-t-on fait observer de même source.

TIZI-OUZOU

## Lancement de la 3<sup>e</sup> opération de plantation de 2.000 oliviers

La 3e opération de plantation de 2.000 oliviers a été lancée, samedi à Tizi-Ouzou, à partir du village Ihesnaouene dans la commune de Tizi-Ouzou, à-on avisé auprès des organisateurs. Initiée par la Chambre d'agriculture de wilaya (CAW) en collaboration avec la société civile, cette opération a vu la mise en terre de 300 oliviers au village Ihesnaouene. Elle touchera dix (10) villages : Ihesnaouene (Tizi-Ouzou), Tala Guehia (Ait Aissa Mimoune), Akerrou, Sidi Ali Bounab (Tadmait), El Hemri (Fréha), Taouint Oulakhrif (Tizi-Rached), Ait Anane (Boghni), Tala Taghla et Thakhamth n'eldjir (Boudjima), Ait Toudert (Ait Toudert) et Ait Zaim (Maatkas).

Cette opération d'envergure s'inscrit dans la continuité d'un programme agricole durable visant la valorisation de l'oléiculture, et fait suite au succès des deux éditions précédentes (2024 et 2025), marquées par une large adhésion des populations locales et une notable de la sensibilisation autour de la plantation de l'olivier. Elle vise à "encourager et à promouvoir la culture de l'olivier, symbole de résilience et de richesse", a indiqué le secrétaire général de la CAW, Tarik Benabdelaziz qui a souligné qu'au-delà de son aspect agricole, cette opération "revêt un caractère important pédagogique et éducatif".

Il a, à ce propos, précisé qu'"une attention particulière est accordée à l'implication des jeunes, des écoliers et des femmes rurales, prioritaire comme des acteurs essentiels dans la transmission des bonnes pratiques agricoles et la préservation du patrimoine naturel".

L'action a suscité une large mobilisation. Outre la participation des institutions partenaires, telles que la direction des services agricoles et la Conservation des forêts, le comité du village Ihesnaouene et de nombreux habitants de la région ont également participé à la plantation, saluant cette initiative "louable qui mérite d'être pérennisée", selon



les avis auprès de bénévoles.

A noter que pour la réussite de ces opérations, des actions de sensibilisation accompagnant les plantations, permettant aux participants de s'initier aux techniques de mise en terre, à l'entretien des oliviers et à l'importance de la protection de l'environnement, selon le SG de la CAW. Selon les responsables de la Chambre, la plantation de ces 2.000 oliviers (par édition selon les ambitions de l'institution) participe à la lutte contre la dégradation des terres et leur protection contre l'érosion tout en

contribuant au maintien de la biodiversité.

"L'olivier, reconnu pour sa capacité d'adaptation aux conditions climatiques locales, constitue un allié majeur dans la préservation des écosystèmes et dans la promotion d'une agriculture résiliente face aux changements climatiques", at-on rappelé.

D'un point de vue socio-économique, le développement de l'oléiculture représente une « opportunité significative » pour l'économie locale, en favorisant la création de revenus durables et le renforcement de l'autonomie alimentaire, selon la même source.

SÉTIF

## Ouverture du 19<sup>e</sup> salon national de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat

La 19ème édition du salon national de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat s'ouvre samedi au palais des expositions Maabouda de Sétif avec la participation de 40 exposants des deux secteurs public et privé de plusieurs wilayas du pays. Dans une déclaration à l'APS, le commissaire de la manifestation, Rabah Feraga, a indiqué que cette édition qui se poursuit jusqu'au 19 janvier est organisée par une société privée spécialisée dans l'organisation des expositions en coordination avec l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement

technologique (ANVREDET) relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sous l'égide de ce ministère et du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et du wali de Sétif, sous le slogan "les compétences de l'Est du pays au service de l'industrie nationale". Selon la même source, la manifestation est une opportunité pour les entreprises économiques participantes offrant des emplois de se rapprocher des demandeurs de travail et de communiquer directement avec eux sur les profils des postes et les compé-

tences des candidats. Il a également fait partie que cet événement verra la tenue d'ateliers de formation des jeunes et des étudiants encadrés par des spécialistes sur notamment la recherche d'emploi, la rédaction de CV, la conduite des entrevues de recrutement ainsi qu'un concours intitulé "le jour du challenge" sur le meilleur plan pour transformer une idée en une start-up. De son côté, le directeur central de la communication à la direction générale de l'Algérienne des eaux (ADE), Mohamed Soltani, a indiqué que la participation de l'ADE au salon vise à en présenter l'activité à l'échelle nationale

et à rencontrer les chercheurs d'emplois parmi les diplômés universitaires pour, at-il affirmé, "dénicher +les oiseaux rares+ dans certaines spécialités dont le contentieux, la chimie, la biologie, l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique". Pour M. Fekhar El Hadj, directeur des ressources humaines d'une société privée de distribution des articles scolaires et bureautique et les équipements des hôtels et magasins, a expliqué sa participation par le souci de se rapprocher des compétences nationales pour procéder à des recrutements qui apportent une valeur ajoutée à l'entreprise.

DJANET

## Opération de maintenance du réseau électrique en prévision de la période estivale

Une grande opération proactive de maintenance et de confortement du réseau électrique est lancée dans la wilaya de Djanet, en prévision de la prochaine saison estivale, dans le but d'assurer la continuité et la qualité du service, à-on informé samedi de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Intervenant en application du plan stratégique anticipatif de maintenance et de confortement du réseau électrique, notamment dans les wilayas du Sud, l'opération est assurée, aux côtés des services locaux, par

des équipes techniques spécialisées, déployées des wilayas d'Illizi, Sétif et El-Oued et regroupant 24 agents, scindés en trois groupes pour mener ces actions de maintenance.

Cette opération proactive, inscrite au titre de la solidarité professionnelle au sein de la Sonelgaz, cible un réseau de 849 km, l'inspection de 224 transformateurs électriques et trois (3) postes de transfert, en sus de la projection d'interventions techniques au niveau des différentes régions, y compris les zones reculées, dont le centre de Djanet, la

commune de Bordj El-Haouès et les localités de Tinelkom, Arkine, Tourrest et Iherir, a précisé la source.

Cette campagne de réalisation d'envergure permettra la de divers travaux de maintenance du réseau et des installations électriques, dans le mais d'assurer la continuité du service public et d'éviter les perturbations de distribution électrique dans cette région aux rudes conditions climatiques, notamment en saison estivale marquée d'un des plus importantes photos de consommation dans les régions du Sud.

DANS UN CONTEXTE COMMERCIAL ET POLITIQUE HISTORIQUEMENT INCERTAIN

# L'économie mondiale fait preuve de résilience

Selon les dernière Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, l'économie mondiale résiste mieux qu'anticipé, malgré la persistance des tensions commerciales et les incertitudes politiques. La croissance devrait légèrement fléchir à 2,6 % en 2026, avant de remonter à 2,7 % en 2027, marquant une stabilisation sur les deux prochaines années. Il s'agit donc d'une révision à la hausse par rapport aux projections publiées au mois de juin.



Cela s'explique en grande partie par une croissance plus forte qu'anticipé aux États-Unis, ce pays contribuant environ aux deux tiers de la révision à la hausse pour 2026. Néanmoins, si ces prévisions se confirment, les années 2020 sont en passe d'être la décennie qui aura connu la croissance mondiale la plus faible depuis les années 1960. Ce manque de dynamisme a pour conséquence de creuser les écarts entre niveaux de vie dans le monde, souligne le rapport. À la fin de l'année 2025, les revenus par habitant dépassaient leurs niveaux de 2019 dans la quasi-totalité des économies avancées, mais demeuraient en deçà dans une économie en développement sur quatre. En 2025, la croissance a été portée à la fois par une intensification des échanges, en prévision de futurs changements dans les politiques commerciales, et par une réorganisation rapide des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cet élan devrait toutefois s'atténuer en 2026, avec le ralentissement progressif du commerce et de la demande intérieure. Le ralentissement qui en résultera devrait cependant être atténué par l'assouplissement des conditions financières mondiales et par l'expansion budgétaire de plusieurs grandes économies. L'inflation mondiale devrait légèrement diminuer pour atteindre un taux de 2,6 % en 2026, dans un contexte de baisse des tensions sur les marchés du travail et des prix de l'énergie. La croissance devrait repren-

dre de la vigueur en 2027, tirée par l'ajustement des flux commerciaux et un climat politique moins incertain. « Année après année, la capacité de l'économie mondiale à générer de la croissance s'érode, alors que sa résilience face à l'incertitude des politiques publiques semble se renforcer, analyse Inderjit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'Économie du développement. Mais, avec le temps, cette divergence entre dynamisme et résilience économiques ne pourra que fracturer les finances publiques et les marchés du crédit. Au cours des prochaines années, la croissance de l'économie mondiale devrait être plus faible que celle observée pendant les années 1990 — une décennie déjà marquée par des difficultés —, tandis que les niveaux d'endettement public et privé atteignent des records historiques. Afin de conjurer la stagnation et le chômage, les gouvernements des économies émergentes et avancées doivent s'employer vigoureusement à libéraliser l'investissement privé et le commerce, maîtriser la consommation publique et investir dans les nouvelles technologies et l'éducation. » En 2026, la croissance dans les économies en développement devrait ralentir à 4 %, contre un taux de 4,2 % l'année dernière, avant de remonter légèrement à 4,1 % en 2027, à la faveur de l'apaisement des tensions commerciales, de la stabilisation des prix des produits de base, de l'amélioration des conditions

financières et du renforcement des flux d'investissement.

**Une économie en développement sur quatre reste néanmoins plus pauvre qu'elle ne l'était en 2019**

Les projections sont plus favorables pour les pays à faible revenu, où la croissance devrait atteindre 5,6 % en moyenne sur la période 2026-2027, portée par le raffermissement de la demande intérieure, la reprise des exportations et la modération de l'inflation. Toutefois, cela ne suffira pas à réduire l'écart de revenu entre les économies en développement et les économies avancées. Le revenu par habitant dans les économies en développement ne devrait progresser que de 3 % en 2026, soit un point de pourcentage de moins que la moyenne enregistrée entre 2000 et 2019. À ce rythme, il représentera l'équivalent de 12 % seulement de celui des économies avancées. Ces tendances pourraient accentuer encore le défi de la création d'emplois auquel sont confrontées les économies en développement, où 1,2 milliard de jeunes atteindront l'âge de travailler au cours de la prochaine décennie. Afin de relever ce défi, il faudra déployer un ensemble complet de mesures articulé autour de trois grands axes. D'abord, renforcer le capital physique, numérique et humain pour accroître la productivité et l'employabilité. Ensuite, améliorer l'environnement des affaires en renforçant la crédibilité de l'action publique et la certitude réglementaire, afin que les entre-

prises puissent se développer. Enfin, mobiliser des capitaux privés à grande échelle pour soutenir l'investissement. Toutes ces actions conjuguées peuvent contribuer à réorienter la création d'emplois vers des activités plus productives et formelles, soutenant ainsi la croissance des revenus et la réduction de la pauvreté.

Les économies en développement doivent en outre renforcer la viabilité de leurs finances publiques, mise à mal ces dernières années par une conjonction de chocs, par des besoins de développement croissants et par le renchérissement du service de la dette. Dans un chapitre spécial, le rapport présente une analyse détaillée de l'utilisation des règles budgétaires par les économies en développement. Ces dispositions consistent à fixer des limites chiffrées sur les emprunts et les dépenses publiques afin de mieux gérer les deniers de l'État. Elles sont généralement corrélées à une croissance plus forte, à des investissements privés plus élevés, à des secteurs financiers plus stables, et à une plus grande capacité à faire face aux chocs extérieurs.

« Avec une dette publique à son plus haut niveau en plus de 50 ans, les économies émergentes et en développement doivent restaurer de toute urgence leur crédibilité budgétaire, explique Ayhan Kose, économiste en chef adjoint du Groupe de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives. Des règles budgétaires bien conçues peuvent aider les gouvernements à stabiliser la dette, à reconstituer des marges de manœuvre et à répondre plus efficacement aux chocs. Mais il ne suffit pas de les adopter pour qu'elles se traduisent en plus de stabilité et de croissance. Tout l'enjeu est d'assurer aussi leur crédibilité, leur application et l'engagement politique qui va avec. »

Qu'il s'agisse de l'imposition de limites sur le déficit, la dette, les dépenses ou les recettes, plus de la moitié des économies en développement ont désormais instauré au moins une règle budgétaire. Elles voient généralement leur solde budgétaire s'améliorer de 1,4 point de pourcentage du PIB au bout de cinq ans (après neutralisation des effets des paiements d'intérêts et des fluctuations liées au cycle économique). Le recours à des règles budgétaires accroît également de 9 points de pourcentage la probabilité d'une amélioration, sur plusieurs années, des soldes budgétaires. Le rapport souligne toutefois que leurs bienfaits à moyen et long terme dépendent fortement de la solidité des institutions, du contexte économique dans lequel elles s'inscrivent et de la manière dont elles sont conçues.

Source : Banque mondiale, publié à Washington, 13 janvier 2026

MAURITANIE

24,2 millions \$ pour poursuivre la transformation numérique en 2026

L'interêt pour la transformation numérique ne cesse de croître en Afrique, où elle est perçue comme un catalyseur de développement socio-économique. Le budget du ministère mauritanien de la Transformation numérique s'élevait à 468,97 millions d'ouguiyas en 2025, contre 550,68 millions en 2024. Un budget de 959,6 millions d'ouguiyas, soit 24,2 millions de dollars, a été proposé pour les activités du ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration au cours de l'exercice 2026. Il a été examiné par la commission des finances de l'Assemblée nationale lors d'une séance le mardi 2 décembre, en présence du ministre Ahmed Salem Ould Bede. Selon le ministre, le département travaillera à renforcer la souveraineté numérique du pays, améliorer la qualité des services publics et consolider une gouvernance numérique efficace. Les priorités comprennent le soutien à l'innovation numérique, l'extension des infrastructures technologiques sur l'ensemble du territoire, et le développement de solutions numériques inclusives pour accompagner la transformation de l'administration et répondre aux besoins des citoyens. Le budget proposé pour 2026 représente une hausse de 104,6 % par rapport à celui de 2025, dans un contexte où le gouvernement intensifie ses efforts pour faire du numérique un levier de développement socio-économique. Dans cette perspective, l'exécutif a lancé en janvier 2025 le projet « Digital-Y », financé à hauteur de 4 millions d'euros et réalisé en partenariat avec la coopération allemande. Ce projet vise à intégrer les outils numériques dans la gestion publique afin de moderniser les services et renforcer la transparence administrative. Au cours de l'année, Nouakchott a multiplié les avancées numériques : numérisation de services clés dans plusieurs secteurs, adoption d'une stratégie de commerce électronique à l'horizon 2030, initiatives en cybersécurité, lancement de travaux pour une politique nationale sur la blockchain et mise en place d'un programme spatial centré sur les nanosatellites. Le pays a également construit la station d'atterrissage de son deuxième câble sous-marin, mis en service un nouveau point d'échange Internet (IXP), inauguré un centre de données Tier 3 et poursuivi l'extension de son réseau télécoms.

TUNISIE

Les exportations de phosphates en progression sur l'année 2025

Les dernières statistiques publiées par l'Institut National de la Statistique révèlent une dynamique positive pour le secteur des phosphates et dérivés tunisiens.

Avec une augmentation de 15% des exportations en 2025, cette filière stratégique confirme son rôle majeur dans l'économie nationale, contrastant avec d'autres secteurs qui peinent à maintenir leurs performances commerciales. Cette évolution intervient dans un contexte où les échanges commerciaux du pays atteignent des niveaux records, malgré un déséquilibre persistant de la balance commerciale.

Une progression de 15% par rapport à 2024

L'année 2025 marque une étape importante pour les exportations tunisiennes de phosphates et dérivés, affichant une progression de 15% par rapport à l'exercice précédent. Cette performance place le secteur minier parmi les meilleurs contributeurs à la croissance des ventes à l'international, aux côtés des industries mécaniques et électriques qui progressent de 8,7%. Les chiffres globaux montrent que les exportations tunisiennes ont atteint 63 695,1 millions de dinars en 2025, contre 62 077,6 millions l'année précédente, soit une hausse modeste de 2,6%. Cette augmentation reste toutefois insuffisante face à la montée des importations qui s'établissent à 85 495,4 millions de dinars, en progression de 5,5%. Le déficit commercial s'est ainsi creusé pour atteindre 21 800,3 millions de dinars, tandis que le taux de couverture recule légèrement à 74,5%.

Les performances selon les secteurs d'activité

Si le secteur des phosphates tire son épingle

du jeu, d'autres filières traditionnellement fortes connaissent des reculs significatifs. L'énergie subit la baisse la plus marquée avec une chute de 30,2%, principalement imputable à la diminution des ventes de produits raffinés qui passent de 1 836,3 millions à 1 009,4 millions de dinars. Les industries agroalimentaires reculent de 7,4%, affectées notamment par la baisse des exportations d'huile d'olive qui représentent désormais 4 072,8 millions de dinars contre 4 858,9 millions un an plus tôt. Le textile, l'habillement et le cuir enregistrent également une contraction de 1,7%. Du côté des importations, les tendances reflètent les besoins structurels de l'économie avec une hausse notable des biens d'équipement, en progression de 14,4%, et des matières premières qui augmentent de 6,8%. Les biens de consommation progressent quant à eux de 11,7%, alors que les produits énergétiques et alimentaires connaissent des baisses respectives de 6% et 8,4%.

L'Europe demeure le principal partenaire commercial

Les relations commerciales avec l'Union européenne continuent de dominer les échanges extérieurs tunisiens, représentant près de 70% des exportations totales avec 44 527,8 millions de dinars. Cette performance s'appuie sur des progressions notables vers l'Allemagne, en hausse de 10,7%, et la France qui enregistre une croissance de 10,1%. Les Pays-Bas affichent également une augmentation modérée de 3,2%. Cependant, certains marchés européens traditionnels montrent des

signes de faiblesse, notamment l'Italie qui recule de 9,5% et l'Espagne avec une baisse de 4,1%. Au niveau des pays arabes, les exportations tunisiennes connaissent une expansion remarquable vers l'Égypte, bondissant de 53,1%, et vers le Maroc qui progresse de 25%. Les échanges avec l'Algérie augmentent de 7,5% tandis que la Libye reste stable avec une légère hausse de 0,7%. Les importations en provenance d'Europe atteignent 37 321,2 millions de dinars, tirées principalement par la France et l'Allemagne qui progressent respectivement de 12,1% et 11%. Hors Union européenne, la Chine renforce sa position avec une hausse de 20,2%, suivie par la Turquie à 14,8%.

Une filière stratégique pour l'avenir économique du pays

La forte performance du secteur des phosphates et dérivés confirme le potentiel de cette ressource naturelle pour l'économie tunisienne. Cette croissance à deux chiffres témoigne d'une demande internationale soutenue et d'une capacité de production retrouvée après des années marquées par des difficultés structurelles. L'amélioration des conditions d'exploitation et la stabilisation de la production permettent aujourd'hui au secteur minier de jouer pleinement son rôle dans la balance commerciale nationale. Les autorités misent sur la poursuite de cette dynamique pour compenser les contre-performances d'autres secteurs exportateurs et réduire progressivement le déficit commercial qui pèse sur les équilibres macroéconomiques du pays.

EGYPTE

12 zones d'investissement réparties dans 6 gouvernorats

Le ministre de l'Investissement et du Commerce intérieur, Hassan El-Khatib, a affirmé la poursuite des tournées sur place dans les gouvernorats afin de soutenir et d'encourager l'investissement et d'éliminer tous les obsta-

cles face aux investisseurs. Il a affirmé l'existence de 12 zones d'investissements, réparties dans 6 gouvernorats, qui comprennent 1 273 projets avec un coût total de 66,3 milliards de L.E., et qui offrent 77 500 opportunités d'emploi.

Ces zones, a-t-il poursuivi, fournissent des terrains et des unités entièrement équipés, contribuant ainsi à la réalisation d'un développement intégré dans divers secteurs. Et d'ajouter que le système des zones d'investissement permet aux

investisseurs d'obtenir toutes les licences, autorisations et permis nécessaires auprès d'un seul organisme, à savoir l'Autorité générale pour l'investissement.

MINÉRAUX CRITIQUES

Le Canada renforce ses liens économiques avec l'Arabie saoudite

Le gouvernement du Canada a conclu une mission économique de deux jours à Riyad visant à développer les chaînes mondiales d'approvisionnement en minéraux critiques et à resserrer ses relations commerciales avec le Royaume d'Arabie saoudite. Durant la mission, Claude Guay, secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, a représenté le Canada au Forum sur les minéraux du futur, un événement rassemblant des acteurs du secteur minier du monde entier. Lors d'un panel de discussion, M. Guay a notamment souligné le rôle que peuvent jouer les minéraux critiques canadiens dans la transformation économique saoudienne et a présenté le Canada comme un partenaire stratégique, reconnu pour son expertise technologique de pointe et ses normes environnementales, sociales et de

gouvernance élevées. Au cours de la mission, le secrétaire parlementaire a également tenu des rencontres bilatérales avec des entreprises minières saoudiennes durant lesquelles il a présenté des projets supervisés par le nouveau Bureau des grands projets du Canada et exploré des pistes de collaboration pour la mise en commun de l'expertise minière des deux pays.

Signature d'une entente

Le moment fort de la mission canadienne en Arabie saoudite aura été la signature, le 13 janvier, d'un protocole d'entente entre le Canada et le ministère saoudien de l'Industrie et des Ressources minérales. Cette entente vise à renforcer la coopération dans le domaine des ressources minérales, à promouvoir le commerce et l'investisse-

ment dans les chaînes de valeur des minéraux critiques, à favoriser le partage des connaissances et à soutenir la mise en place de chaînes d'approvisionnement durables. Cette mission s'inscrit dans la stratégie du gouvernement canadien visant à catalyser 500 milliards de dollars de nouveaux investissements privés et à doubler ses exportations vers des marchés autres que les États-Unis au cours des dix prochaines années. En 2024, l'Arabie saoudite était le principal partenaire commercial bilatéral du Canada au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, avec des échanges totalisant 4,1 milliards de dollars. Les échanges entre les deux pays incluent principalement des produits de défense, des aéronefs, des véhicules, pièces automobiles, des produits pharmaceutiques, des équipements industriels et des produits énergétiques.

AQUACULTURE

# Le Ghana en discute de coopération avec la République tchèque

En Afrique de l’Ouest, le Ghana affiche l’un des niveaux de consommation de poisson par tête les plus élevés. Dans le pays, les autorités multiplient les initiatives pour accélérer la montée en puissance de l’aquaculture dont la contribution à l’offre est encore faible par rapport à la pêche.

Le 14 janvier 2026, la Commission des pêches du Ghana a annoncé avoir reçu en visite une délégation de l’Université de Bohême du Sud située en République tchèque. Dans un communiqué publié sur son site, l’agence nationale chargée de mettre en œuvre les politiques du ministère des Pêches et de l’Aquaculture indique que cette rencontre vise à poser les bases d’une nouvelle collaboration dans le secteur de l’aquaculture. Les échanges entre les deux parties ont porté sur le renforcement des partenariats tant au niveau universitaire qu’au niveau sectoriel, notamment dans les domaines de la recherche, du renforcement des capacités, de l’innovation et des pratiques aquacoles durables. Cette démarche s’inscrit dans un contexte où le Ghana cherche à transformer l’aqua-

culture en un levier stratégique de sécurité alimentaire et de création d’emplois. Malgré une progression notable enregistrée dans le secteur ces dernières années, sa contribution à l’offre locale de poisson reste encore modeste. Selon les données officielles, la production aquacole au Ghana a presque doublé, passant de 52 360 tonnes en 2019 à 100 000 tonnes en 2023. Avec ce bond significatif, l’aquaculture compte actuellement pour près de 20 % des captures totales de poissons, évaluées à 484 412 tonnes en 2023. Pour soutenir cette dynamique de croissance, les autorités ghanéennes ont par exemple annoncé en novembre dernier leur intention de créer un fonds de développement dédié à l’aquaculture, afin d’améliorer l’accès au financement, de

renforcer les infrastructures et d’accélérer la recherche et le transfert de technologies. Ainsi, le rapprochement avec la République tchèque pour une coopération dans l’aquaculture n’est pas anodin. Le pays est reconnu en Europe pour sa longue tradition de pisciculture en eau douce, notamment l’élevage de carpes en étangs, ainsi que pour son expertise académique en matière d’aquaculture durable. Il convient aussi de noter que la Faculté de la pêche et de la protection des eaux de l’Université de Bohême du Sud a la réputation d’être une référence européenne dans des travaux de recherche appliquée sur la gestion des systèmes aquacoles, la reproduction des poissons et l’adaptation des pratiques d’élevage aux contraintes environnementales.

CÔTE D’IVOIRE

## «Les subventions à l’industrie du cajou ont rempli leurs objectifs»

La Côte d’Ivoire est depuis 2015 le premier producteur mondial de noix de cajou. Le pays, qui veut aussi se positionner comme un poids lourd dans l’industrie de la transformation, mise sur des incitations publiques pour attirer les investissements privés. En Côte d’Ivoire, le soutien public à la transformation d’anacarde a pleinement participé à l’essor de l’industrie sur ces 7 dernières années. C’est ce qu’a confié à l’Agence Ecofin, Jim Fitzpatrick, expert de la filière. Depuis 2017/2018 en effet, les autorités appuient les industriels avec notamment une prime de 400 FCFA (0,71 \$) par kg d’amande exportée, en plus d’autres facilités comme l’exonération de droits de

douane et de TVA sur les équipements ainsi que sur les pièces de rechange qu’ils doivent importer. Selon l’analyste, ces mesures ont joué un rôle déterminant dans l’attraction des investissements, tant locaux qu’étrangers, et dans l’augmentation rapide des capacités de transformation. Les volumes traités sont ainsi passés de 43 700 tonnes en 2017 à 344 000 tonnes en 2024. « Les subventions à l’industrie du cajou ont rempli leurs objectifs. Deux noix de cajou sur trois transformées en Afrique le sont en Côte d’Ivoire. Le pays domine très largement l’activité de transformation, avec une capacité supérieure à 600 000 tonnes. La plupart des usines sont relativement récentes, ayant été

mises en place au cours des cinq dernières années, et s’appuient généralement sur des technologies modernes », indique-t-il.

Vers une fin de cycle ?

Si l’impact positif de l’accompagnement public est unanimement salué, un débat existe en revanche sur la poursuite de ce dispositif. Selon plusieurs sources dans l’industrie, le Conseil du Coton-Anacarde (CCA) envisagerait de limiter les subventions sur les prochaines années, sans plus de détails sur la manière dont cette mesure serait concrètement mise en œuvre. En attendant des informations officielles, M. Fitzpatrick estime de son côté qu’une

perturbation des subventions impacterait d’abord les petits et moyens transformateurs, par rapport aux grandes usines qui sont détenues majoritairement par des étrangers et qui disposent d’un meilleur fonds de roulement. « Il n’est pas absolument certain qu’elles ne pourront pas continuer leurs activités. En revanche, il est clair que si la subvention est supprimée pour certaines usines, celles-ci rencontreront des difficultés et feront face à des problèmes à l’avenir. Un autre aspect important est que la suppression de la subvention risque également de décourager les investissements futurs », explique-t-il.

LIBERIA

## L’ITIE appelle à mieux intégrer le secteur artisanal dans les données minières

Comme plusieurs pays africains, le Liberia a du mal à évaluer la contribution économique du secteur minier artisanal et à petite échelle. Selon une étude de 2011, cette sous-composante du secteur minier assure plus de 100 000 emplois directs et 1,6 million d’emplois indirects. L’Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) appelle le Liberia à mener davantage d’études pour documenter la contribution du secteur minier informel à l’économie du pays. Cette recommandation contenue dans le dernier rapport de l’organisation publié en décembre 2025, est faite alors que les statistiques du secteur minier artisanal et à petite échelle (ASM) sont toujours absentes de la compilation annuelle qu’elle effectue. Selon le rapport, le secteur minier libérien a généré 121,49 millions USD de recettes en 2023, mais ces revenus proviennent exclusivement de l’exploitation industrielle, notamment du minerai de fer, de l’or et des diamants. L’exploitation artisanale constitue pourtant un pan important de l’économie, avec plus de 100 000 emplois directs et 1,6 million d’emplois indirects selon une étude réalisée en 2011. D’après des données compilées par l’ONG SWISSAID dans un rapport de mai 2025, la production artisanale déclarée au Liberia s’élevait à 336 kg pour l’exercice fiscal 2020-2021, alors que la production non déclarée est estimée à entre 4 et 10 tonnes d’or. Pour l’ITIE, une meilleure évaluation de la contribution de l’activité informelle aiderait le pays à mieux contrôler son secteur minier. « L’exigence 6.3.a de l’ITIE impose aux pays participants de divulguer des informations sur la contribution des activités du secteur informel, y compris, mais sans s’y limiter, l’exploitation minière artisanale et à petite échelle », lit-on dans le document. Au-delà de la compilation des données sur l’ASM, le Liberia est confronté à certains défis également rencontrés par d’autres pays miniers africains. Entre formalisation des artisans miniers, lutte contre la contrebande d’or ou de diamants, et protection des droits de l’Homme, la route reste longue pour mieux orienter les revenus générés par ce secteur vers les caisses publiques.

GUINÉE

## La filière coton en quête d’un second souffle

L’Afrique de l’Ouest est le foyer de la production cotonnière sur le continent. En Guinée, la filière, autrefois florissante, fait l’objet d’un regain d’attention de la part des autorités après plus de deux décennies de déclin. Le gouvernement guinéen souhaite insuffler une nouvelle dynamique à la gestion et le développement de la filière coton. Le 18 décembre 2025, le ministère de l’Agriculture avait ainsi procédé à la remise officielle de 50 motoculteurs et de 2000 tonnes d’intrants (engrais et produits phytosanitaires) à la Société Cotonnière de Kankan (SCK), principal acteur de la filière dans le pays. Selon les autorités, l’initiative vise notamment à

renforcer les capacités de production de l’entreprise qui cherche à se relancer et à soutenir ses ambitions de croissance. S’exprimant sur le sujet, Moussa Doumbouya, le Directeur général de la SCK, indique que cette dernière prévoit de financer au minimum 5000 hectares de coton lors de la campagne 2025/2026, contre une moyenne de 1000 à 2000 hectares les années précédentes. À moyen terme, l’objectif est de doubler les superficies chaque année afin d’atteindre des niveaux de production nettement supérieurs dans les cinq à six prochaines années, a ajouté le responsable, selon des propos relayés par le média local Mediaguinée. Plus largement, cette

annonce est la initiative en date d’une série qui témoigne d’un regain d’intérêt pour la filière coton de la part des autorités guinéennes. En avril 2025, le ministère de l’Agriculture avait annoncé la signature d’un protocole d’accord avec la société israélienne Netafim, spécialiste des solutions d’irrigation de précision. À travers cet accord, les autorités espèrent revitaliser la filière, notamment via la SCK, en faisant du transfert de compétences un axe essentiel de la coopération. Il est notamment prévu que Netafim mette son expertise au service de la formation des agriculteurs locaux aux techniques agricoles modernes de production de coton.

« Nous venons de signer un protocole pour accompagner la Guinée dans tous les projets d’aménagement hydro-agricole... Nous souhaitons y appliquer notre savoir-faire mondial en matière d’irrigation goutte-à-goutte et de bonnes pratiques agricoles, notamment pour la culture du coton et la production fourragère. Ces techniques permettront d’améliorer les rendements, d’atteindre jusqu’à 6 tonnes par hectare, et de promouvoir une mécanisation agricole efficace », soulignait alors Frédéric Dollon, le représentant de Netafim à Conakry.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Des marchés branchés sur courant alternatif

La détente des tensions géopolitiques et le léger regain d'appétit pour les valeurs technologiques ont permis d'établir de nouveaux records en Europe cette semaine, même si le bilan s'avère finalement négatif. Les opérateurs ont finalement pour quelques prises de bénéfices, en attendant les prochaines publications de sociétés et plus de visibilité sur la trajectoire de la Fed, d'autant que Wall Street a fait du surplace, suite à des publications mitigées.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

**Tops**  
Klöckner +31,9 % : le groupe allemand a accepté un rapprochement par rachat avec Worthington Steel. L'Américain va proposer 11 EUR par action Klöckner. Le prix ne devrait pas causer de problème : les quatre analystes qui suivent le titre avaient des objectifs compris entre 6,15 et 10 EUR.  
Oxford Biomedica +12,6% : la société britannique a confirmé, en milieu de semaine, avoir été approchée pour un rachat par le grand fonds suédois EQT. Une offre en numéraire pourrait voir le jour d'ici au 11 février, date butoir pour l'initiateur, qui a déjà été retoqué une fois.  
TKMS +18,79 % : le chantier naval militaire allemand profite de l'engouement global pour la défense et de la perspective d'un gain de contrat. Les discussions entre l'Allemagne et l'Inde devraient permettre à TKMS de signer une commande pour six sous-marins d'une valeur de huit milliards d'euros, qui seront construits en Inde.  
Eutelsat +16,65 % : il a suffi que le groupe commande 340 petits satellites en orbite basse à Airbus pour que la spéculation reprenne sur le rôle stratégique de l'opérateur dans la souveraineté satellitaire européenne.  
BE Semiconductor +14,43 % : les fabricants de machines pour la production de semi-conducteurs ont été dopés par les plans d'investissement colossaux du leader de la production de puces, TSMC.  
VAT Group, ASML ou ASM International font partie des principales hausses de la semaine.  
Eramet +11,9 % : le groupe profite d'un environnement favorable pour le secteur minier, entre appétit mondial pour les matières premières et opérations de consolidation (Rio Tinto et Glencore étudient à nouveau une fusion). Le rebond des prix du lithium fait aussi son office. En effet, le lithium représente pour Eramet "plus de 30% des actifs bruts et constitue le plus important investissement stratégique de croissance en cours de l'entreprise", note AlphaValue.

**Flops**  
Vusion -25,61 % : le groupe français spécialisé dans l'étiquetage électronique a subi une lourde série baissière. En début de semaine, le bureau d'études BNP Paribas Exane est passé de surperformance à neutre avec un objectif de cours réduit de 275 à 210 EUR. Par le passé, le groupe a été ciblé par des vendeurs à découvert, même si leurs accusations sont en grande majorité restées lettre morte.  
Dunelm -19% : le vendeur de meubles britannique a lancé un avertissement après de mauvaises ventes de fin d'année. Le titre a décroché de près de 20% sur la seule séance de jeudi. Dans le sillage de l'annonce, Panmure Liberum a dégradé son conseil de neutre à vendre en ramenant sa valorisation de 1130 à 995 GBX.  
Pearson -8% : l'éditeur a annoncé des ré-

sultats financiers pour l'exercice 2025 conformes aux prévisions, mais a légèrement revu à la baisse ses objectifs. La première impression positive a été remplacée par un certain scepticisme, qui a envoyé le titre en baisse.  
Pluxee -10,05 % : AlphaValue a largement taillé dans son objectif de cours sur le dossier, en ramenant de 29,40 à 21 EUR son objectif de cours, pour intégrer l'évolution défavorable de la réglementation au Brésil. Pour autant, le bureau d'études garde un biais positif à long terme. Le dossier suscite toutefois toujours de la prudence : 2 avis positifs seulement sur 13 chez les analystes.

**Matières premières :**  
Energie : le marché pétrolier termine la semaine sur une note mitigée après une séquence de forte volatilité. Alors que les cours ont grimpé en début de semaine en raison des tensions géopolitiques, la tendance s'est inversée jeudi. Le baril de Brent de la mer du Nord recule autour de 64,50 USD, tandis que le WTI américain s'échange à environ 59,70 USD. Ce reflux des cours résulte d'un apaisement des craintes concernant l'offre au Moyen-Orient. Donald Trump a affirmé que les violences en Iran avaient cessé, ce qui éloigne la perspective d'une intervention militaire américaine immédiate. Les investisseurs retirent par conséquent la prime de risque qu'ils avaient intégrée face aux menaces pesant sur la production iranienne (3,2 millions de barils par jour) et sur le détroit d'Ormuz. La prime de risque géopolitique s'efface, mais néanmoins, elle ne disparaît pas. L'Ukraine continue de cibler les infrastructures énergétiques russes, notamment des plateformes en mer Caspienne. Parallèlement, Washington envisage de durcir les sanctions contre les pays importateurs d'énergie russe. Au Venezuela, les États-Unis maintiennent une pression maximale sur Caracas. Les forces américaines ont saisi un sixième pétrolier, le "Veronica" dans les Caraïbes.  
Métaux : l'or et l'argent ont marqué de nouveaux plus hauts avant de reculer en fin de semaine. L'once d'or a atteint un record historique à 4650 USD mercredi. Le métal jaune a profité de son statut de valeur refuge. Les investisseurs s'inquiètent des tensions géopolitiques multiples (Venezuela, Groenland, Iran) et des menaces pesant sur l'indépendance de la Réserve fédérale américaine. Mais force est de constater que la pression retombe. Le président Donald Trump a adopté un ton plus modéré concernant l'Iran et Jerome Powell. Parallèlement, des chiffres de l'emploi américain plus solides que prévu ont renforcé le dollar, ce qui pèse sur l'or libellé en billets verts. Concernant l'argent, La volatilité se maintient à des niveaux très importants. L'argent a bondi jusqu'à un record de 93,50 USD l'once, avant de chuter brutalement pour revenir vers 88,50 USD. Le métal gris affiche une performance remarquable avec une hausse de 20% depuis le début de l'année.

Enfin, sur le London Metal Exchange (LME), le cuivre a touché un record à 13 407 USD mercredi, avant de corriger vers 13 100 dollars.  
Produits agricoles : Le dernier rapport du département américain de l'Agriculture (USDA) a pesé sur les cours. L'agence a révisé à la hausse ses estimations de production et de stocks pour la campagne 2025/2026, confirmant un marché bien approvisionné. Le blé cède du terrain à 515 cents, tout comme le maïs à 421 cents le boisseau (contrats échéance mars 2026).

**Macroéconomie**  
Macro : Les soutiens structurels à la croissance ont toujours cours : stimulus budgétaire en approche, Fed en cycle de baisse de taux et Quantitative Easing explicite, le tout aidé par de forts gains de productivité. La consommation reste solide malgré un marché du travail qui stagne, sans toutefois montrer des signes de franche dégradation. Après l'effet temporaire lié aux droits de douane, l'inflation américaine revient vers la cible des 2,6-2,7%, avec un reflux progressif des loyers réels. Seule potentielle ombre au tableau, les élections de mi-mandat pourraient générer de la volatilité avec un risque de correction non négligeable, amplifié par les initiatives politiques de Trump. Malgré tout, les rendements obligataires sont stables, à l'image du 10 ans américain toujours inscrit à l'intérieur d'une étroite fourchette comprise entre 4,10% et 4,20%.

Crypto : Le bitcoin s'envole de 5% cette semaine et repasse au-dessus de la barre des 95 000 USD. Un emballement qui se reflète directement dans les ETF Bitcoin spot aux États-Unis : plus de 1,7 MrdUSD de flux nets entrants ont été enregistrés sur la semaine, un niveau qui n'avait plus été observé depuis octobre 2025. À l'origine de cette hausse, plusieurs catalyseurs. Morgan Stanley a déposé des dossiers auprès de la SEC en vue de lancer des ETF bitcoin et Solana au comptant. Une première tentative pour une grande banque d'investissement. De son côté, MSCI a renoncé, pour l'instant, à exclure de ses grands indices les entreprises fortement exposées aux cryptomonnaies, comme Strategy. Ces annonces ont ravivé la spéculation haussière sur le bitcoin et, par ricochet, sur l'ensemble du marché crypto : l'ether (ETH) progresse de 5,7% depuis lundi, Solana (SOL) de 2,3%, tandis que le Binance Coin (BNB) affiche une hausse de 3,23%.  
Après une semaine plutôt hésitante en Bourse, le volume des résultats d'entreprises ira crescendo dans les jours qui viennent, surtout aux États-Unis. Netflix, Johnson & Johnson, Procter et Intel sont notamment au programme. La croissance chinoise du 4e trimestre (lundi) et les indicateurs PMI flash (vendredi) encadreront une série de statistiques américaines retardées par le shutdown. A Wall Street, la séance de lundi sera fériée pour la journée consacrée à Martin Luther King.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Janvier 2026

Valeur : 19 Janvier 2026

| BASE | DEVISES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| 1    | USD     | US DOLLAR           |  | 130.0701    | 130.0851    |
| 1    | EUR     | EURO                |  | 151.2325    | 151.2760    |
| 1    | GBP     | POUND STERLING      |  | 174.6845    | 174.7516    |
| 100  | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 82.0114     | 82.0416     |
| 1    | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.6585     | 18.6630     |
| 1    | CHF     | SWISS FRANC         |  | 162.2833    | 162.3628    |
| 1    | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 93.5285     | 93.5864     |
| 1    | DKK     | DANISH KRONE        |  | 20.2390     | 20.2467     |
| 1    | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 14.1273     | 14.1311     |
| 1    | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 12.8904     | 12.8944     |
| 1    | AED     | UAE DIRHAM          |  | 35.4106     | 35.4175     |
| 1    | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 34.6817     | 34.6875     |
| 1    | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 425.2046    | 425.3927    |
| 1    | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 44.2184     | 44.6628     |
| 1    | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 14.1249     | 14.1265     |
| 1    | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 23.8757     | 23.9983     |
| 1    | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.2690      | 3.2792      |
| 1    | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 177.5395    | 177.5395    |

LES EFFORTS DE LA BANQUE CENTRALE SEMBLEMENT PAYER

# À 5,6%, l'inflation en Russie a fortement baissé en 2025

En maintenant son taux directeur à près de 20% pendant deux ans, la Banque centrale russe semble avoir réussi à ralentir la hausse des prix qui a atteint 5,6% l'an passé.

Le taux d'inflation annuel a fortement diminué en Russie en 2025, selon les données de l'agence nationale des statistiques publiées vendredi, semblant valider les efforts de la banque centrale russe pour contenir l'augmentation des prix. L'augmentation des prix a ralenti en 2025, à environ 5,6%, selon l'agence nationale des statistiques Rosstat, bien moins que les 9,5% de 2024, et mieux qu'attendu par les analystes et la banque centrale de Russie (BCR) elle-même. La BCR avait maintenu un taux directeur à près de 20% pendant deux ans alors que l'explosion des dépenses militaires, d'abord un stimulant économique, avait également engendré une flambée de l'inflation.

Une reprise de l'inflation attendue début 2026 avec la hausse de la TVA

Elle a commencé à progressivement abaisser son taux directeur en 2025, jusqu'à 16% en décembre, dans un contexte de ralentissement de la croissance et de mécontentement des entre-



prises envers le coût élevé de l'emprunt qui freine les investissements et sape l'économie. La croissance économique était proche de zéro au troisième trimestre, a indiqué Rosstat à la fin de l'année. La BCR vise un taux d'inflation annuelle de 4% en 2027. L'augmentation de la TVA à partir de cette année laisse cependant présager

d'une reprise de l'inflation au début de 2026, selon les analystes. Le Kremlin cherche à mettre à contribution les citoyens et les entreprises pour soulager les finances russes sous pression et résorber un déficit budgétaire qui avoisinait les 50 milliards de dollars en 2025. Avec une économie tournée vers la guerre depuis le début du conflit en Ukraine déclenché il y a près de quatre ans, les dépenses militaires ont continué d'augmenter avec 3% de plus en 2025 par rapport à 2024, soit environ 7% du produit intérieur brut (PIB), selon une estimation du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Les revenus des hydrocarbures, poumon économique de la Russie affectée par les sanctions internationales et la baisse des prix mondiaux, ont en revanche touché en 2025 leur plus bas niveau depuis 2020. En octobre 2025, les Etats-Unis avaient annoncé des sanctions contre deux géants du secteur des hydrocarbures russes, Rosneft et Lukoil, tandis que l'Union européenne a décidé un arrêt total des importations de gaz naturel liquéfié (GNL) russe d'ici à fin 2026.

MALGRÉ LES OBJECTIONS DE PÉKIN

## Taiwan vante le « meilleur accord tarifaire » avec les États-Unis

Taiwan avait obtenu des droits de douane de 15 % sans frais annexes pour l'automobile et le meuble en bois, et pas de droits pour certains composants aéronautiques. Vendredi, le Premier ministre taiwanais a salué un nouvel accord commercial avec les États-Unis comme « le meilleur accord tarifaire » dont bénéficient

les pays affichant des excédents commerciaux avec Washington, un accord que Pékin a dénoncé. L'accord réduit les droits de douane américains sur les produits taiwanais à 15 % en échange de 250 milliards de dollars (215,3 milliards d'euros) de nouveaux investissements américains dans le secteur des technologies.

Il est comparable aux accords conclus par l'UE et le Japon après que le président américain Donald Trump a proposé d'imposer des droits de douane généralisés à de nombreux partenaires commerciaux de Washington. « Taiwan a réussi à obtenir des droits de douane fixés à 15 % sans frais supplémentaires », a déclaré le Premier ministre Cho

Jung-tai. « Pour l'heure, nous avons obtenu le meilleur accord tarifaire dont bénéficient les pays enregistrant un excédent commercial avec les États-Unis », a expliqué Cho. « Cela montre aussi que les États-Unis considèrent Taiwan comme un partenaire stratégique important. »

MALGRÉ UN EXCÉDENT COMMERCIAL HISTORIQUE

## L'économie chinoise piétine

La Chine aurait enregistré en 2025 une croissance d'environ 4,9%, la plus faible hors pandémie depuis 1990, freinée par la crise immobilière, la faiblesse de la consommation et le ralentissement des investissements, malgré des exportations globalement solides et un objectif officiel proche de 5%. La Chine aurait enregistré l'an dernier son rythme de croissance économique le plus faible depuis trois décennies, hors pandémie, selon les prévisions d'un groupe d'analystes interrogés par l'AFP, avant la publication lundi du chiffre officiel. La deuxième économie mondiale était confrontée à plusieurs difficultés: un marché immobilier toujours en crise, une consommation des ménages restée modeste et des exportations vers les Etats-Unis freinées par les droits de douane de Donald

Trump. Le président Xi Jinping a déclaré le mois dernier que la croissance avait probablement atteint l'objectif annuel pour 2025, qui avait été fixé à "environ 5%". Elle devrait avoir augmenté de 4,9%, selon la médiane d'un groupe d'économistes interrogés par l'AFP. Cela constituerait la plus faible performance depuis 1990, lorsque la Chine était frappée par des sanctions occidentales après la répression des manifestations de la place Tiananmen. Le chiffre annoncé lundi sera "suffisamment proche" de l'objectif "pour que les responsables politiques puissent revendiquer une victoire", estime Sarah Tan, de Moody's Analytics. Mais les statistiques officielles "dissimulent le pessimisme qui règne sur le terrain", souligne-t-elle.

Investissement en repli

Les analystes s'accordent sur le principal problème: l'immobilier, empêtré dans une crise de la dette persistante, malgré des baisses de taux et un allègement des conditions d'achat. Si les prix ont légèrement repris dans quelques grandes villes, le reste du marché reste morose. "Aucun signe ne laisse entrevoir un rebond à court terme", soulignent des analystes de Goldman Sachs. L'investissement dans l'immobilier et les infrastructures aurait également subi un coup d'arrêt l'an dernier. Les chiffres officiels montrent que l'investissement en actifs fixes a ralenti à 2,6% entre janvier et novembre, son repli le plus marqué depuis 2020. Par ailleurs, les contraintes pesant sur les finances des collectivités locales ont

accentué l'an dernier le ralentissement des investissements dans le secteur manufacturier et les infrastructures, selon Goldman Sachs. Les faibles dépenses des ménages sont également source d'inquiétude. Les ventes au détail, indicateur clé de la consommation, ont affiché en novembre leur plus faible croissance depuis près de trois ans. Pressée par les économistes, la Chine tente d'opérer une transition vers un modèle de croissance tiré davantage par la demande intérieure, plutôt que par les exportations. Mais les consommateurs chinois continuent d'être prudents face à la situation économique et à un marché de l'emploi compliqué, malgré plusieurs politiques gouvernementales de relance de la consommation – notamment des subventions à l'achat de produits électroniques et d'électroménager.

APRÈS DEUX ANS DE RÉCESSION

### L'Allemagne renoue avec la croissance

L'Allemagne a timidement renoué avec la croissance en 2025, affichant une hausse du PIB de 0,2% après deux années de récession, malgré la persistance de la crise industrielle, selon une première estimation publiée jeudi par l'institut Destatis. La première économie européenne s'est légèrement redressée grâce à la hausse des dépenses de consommation privées et publiques, selon un communiqué de l'office des statistiques. Au dernier trimestre 2025, le PIB a progressé de 0,2% par rapport au trimestre précédent, selon une estimation provisoire. L'économie allemande a renoué l'an dernier avec la croissance, signe du dynamisme de son tissu de grandes entreprises mais aussi PME, malgré les handicaps d'une énergie devenue plus chère en raison des choix désastreux de miser sur le renouvelable, ou sur le gaz russe. Le PIB a progressé pour la première fois en trois ans en 2025, les consommateurs et les dépenses publiques commençant à alimenter une reprise jusqu'ici timide. La plus grande économie européenne était en stagnation depuis 2023, son vaste secteur industriel ayant été évincé des principaux marchés d'exportation en raison des prix, tandis que les consommateurs nationaux préféraient épargner. L'économie a progressé de 0,2% tant au dernier trimestre 2025 que sur l'ensemble de l'année. Sur-tout, le PIB est supérieur, quoique seulement de 0.2 %, au niveau enregistré en 2019, dernière année avant la pandémie. Ce qui laisse quand même une croissance infime sur six ans... Un rebond qui ne doit pas toutefois cacher les soucis de la principale économie de l'Union européenne : les défaillances d'entreprises ont atteint en 2025 leur plus haut niveau depuis vingt ans, selon l'Institut Leibniz pour la recherche économique (IWH), dans une évaluation diffusée mercredi. Après avoir régulièrement reculé depuis 2002, les faillites sont en hausse régulière depuis la guerre en Ukraine. Plus de 17.600 cas ont été répertoriés l'an dernier (hors entreprises individuelles), soit une hausse de 13,4%.

## L'ULTIMATUM DE WASHINGTON À TAIÛWAN

# L'accord de la dernière chance pour éviter des taxes de 100% sur la production de puces

*C'est un accord important que viennent de trouver les États-Unis et Taïwan. L'île asiatique va investir des sommes gigantesques de l'autre côté du Pacifique.*

Taïwan, c'est devenu le centre mondial de la fonderie de semi-conducteurs avancés. Les États-Unis lorgnent sur son savoir industriel unique, que ce soit par peur des risques géopolitiques avec la Chine, ou bien pour ré-industrialiser la première économie mondiale. Résultat, sous la pression, on a déjà vu TSMC mener des investissements importants sur place, malgré leur peu de rentabilité. Et ça devrait s'inscrire dans le cadre plus large de très gros efforts faits par le business taïwanais.

### Des centaines de milliards d'investissements promis du côté de Taïwan

Le département du Commerce des États-Unis vient d'annoncer la signature d'un accord de très grande ampleur entre ce pays et Taïwan. Car les chiffres fournis ont de quoi donner le tournis. Ainsi, d'un côté, les entreprises technologiques et des semi-conducteurs de Taïwan vont consentir à des investisse-



ments de l'ordre de 250 milliards de dollars aux États-Unis « afin de développer et d'étendre les capacités de production et d'innovation dans les domaines des semi-conducteurs, de l'énergie et de l'intelligence artificielle aux

États-Unis. » Cet engagement est accompagné de garanties de crédits supplémentaires de l'ordre de 250 milliards de dollars fournies par le gouvernement taïwanais. Celles-ci serviront aussi à soutenir le

tissu industriel des semi-conducteurs aux USA.

### Un accord conclu sous la menace des droits de douane

Et on se doute bien que ces enveloppes gigantesques n'ont pas été obtenues par un simple beau sourire. Ici encore, comme depuis le retour de Donald Trump aux affaires, c'est la pression des droits de douane qui a permis d'arriver à ce résultat. Car en échange de ces engagements, Taïwan va échapper à des droits de douane punitifs. Ainsi, résultat de l'accord, « le taux de droits de douane réciproques appliqué par les États-Unis aux produits taïwanais ne dépassera pas 15 % » indique le département du Commerce. De plus, « les États-Unis appliqueront un droit de douane réciproque de zéro pour cent sur les médicaments génériques, leurs ingrédients génériques, les composants d'avions et les ressources naturelles indisponibles. » Est-ce un deal gagnant-gagnant ?

## Vexé, Elon Musk se propose de racheter... Ryanair !

Dans une nouvelle passe d'arme sur X, Elon Musk a fait une proposition originale. Le milliardaire se propose en effet de racheter Ryanair. Un message ironique... pour le moment ? On sait qu'Elon Musk est du genre à poster des informations importantes dans des messages sur X.com, qui ont au premier abord l'air anodin. Il

est aussi du genre à enchaîner les passes d'arme sur sa plateforme, pour le plus grand plaisir de ses followers. Et il vient à nouveau de récidiver !

### Ryanair se moque d'une panne de X. Elon Musk répond

De temps à autres, X subi des

pannes, qui ont tendance à irriter les gens. La dernière en date a eu lieu hier (le vendredi 16 janvier) aux États-Unis, et a entraîné une réaction ironique du compte officiel de Ryanair, demandant à Elon Musk s'il avait besoin de Wi-Fi. L'homme le plus riche du monde n'a, comme à chaque fois qu'on le provoque, pas attendu longtemps pour répondre.

« Devrais-je acheter Ryan Air et nommer quelqu'un qui s'appelle réellement Ryan à sa tête ? » s'est-il ainsi amusé. Et si l'on est ici évidemment dans le registre de la moquerie rendue, il faut noter que cette petite prise de bec a une certaine histoire. Le patron de l'entreprise, Michael O'Leary, a en effet indiqué publiquement par le passé ne pas vouloir

équiper ses avions du service d'internet par satellite Starlink. Les raisons qu'il avait avancé à l'époque avaient été balayées par Elon Musk, qui l'avait qualifié de « mal informé ». Il a ensuite, dans une émission radio, augmenté l'adversité, en qualifiant Elon Musk « d'idiot » à la tête d'un réseau social X qui serait une « décharge. » Ambiance.

## CET ANALYSTE RENOMMÉ EN EST PERSUADÉ

# OpenAI sera en faillite dans les 18 prochains mois



OpenAI est l'entreprise qui a lancé l'incroyable mode de l'intelligence artificielle avec ChatGPT. Mais elle pourrait bien aussi être la société qui ne bénéficiera pas à l'avenir de cette incroyable bond technolo-

gique. L'intelligence artificielle, ça demande beaucoup, beaucoup d'investissements. Les grandes entreprises du secteur annoncent constamment de grandes levées de fonds, et des dé-

penses à venir folle. Et c'est particulièrement le cas d'OpenAI, dont les dépenses sont à estimer à près de 1 milliard par mois. Une consommation fantasmagorique de la trésorerie qui fait dire à certains qu'OpenAI pourrait avoir du mal à finir 2027 !

### Dans 18 mois, OpenAI pourrait bien être totalement à sec

Chez OpenAI, les chiffres sont devenus complètement fous. On se souvient ainsi qu'en octobre dernier, Sam Altman s'était engagé à dépenser pas moins de 1 400 milliards de dollars dans le développement d'infrastructures pour l'IA. Une croissance pharaonique qui fait dire à certains qu'OpenAI pourrait ne plus vivre très longtemps. C'est le cas de l'expert financier du Council on Foreign Relations,

Sebastian Mallaby, qui vient d'écrire un article dans le New York Times dans lequel il estime que l'entreprise devrait être à sec « au cours des 18 prochains mois ».

### OpenAI a un défaut majeur face à ses concurrents comme Google ou Microsoft

Et chez Sebastian Mallaby, ce constat ne vient pas d'un scepticisme quant à la technologie de l'intelligence artificielle, bien au contraire. Il note ainsi que « les entreprises mettent généralement des décennies à déployer avec succès de nouvelles technologies », alors qu'en comparaison, les sociétés d'IA ont montré des progrès « spectaculaires ». Ici le problème n'est pas l'intelligence artificielle, mais OpenAI.

La firme présidée par Sam Altman doit en effet dépenser sans compter, comme les autres géants de la tech comme Google, Meta ou Microsoft, sans pour autant pouvoir compenser par des revenus gigantesques générés par des activités parallèles, comme c'est le cas des GAFAM. Et il voit peu de marge de manœuvre pour l'entreprise. « Même si OpenAI revient sur bon nombre de ces promesses et en finance d'autres grâce à ses actions surévaluées, l'entreprise doit tout de même trouver des sommes colossales » affirme-t-il ainsi. Pour lui, le destin possible d'OpenAI est de finir en faillite, puis finalement d'être « absorbé par Microsoft, Amazon ou un autre géant disposant de liquidités importantes ». Alors, est-ce l'avenir ?

## FUTUR BMW iX3M

# La version sportive du SUV électrique dévoile un peu de son habitacle

En parallèle de la future BMW M3 électrique qui se nommera iM3, la marque à l'hélice proposera une version bodybuildée du SUV iX3. Tous deux attendus dans le courant de l'année 2027 profiteront de la base technique Neue Klasse qui apporte déjà de véritables avancées technologiques. Le BMW iX3 M a été surpris par nos paparazzis lors d'une mission froide en Suède où leurs téléobjectifs ont saisi sur le vif l'habitacle. Encore lourdement camouflé, le véhicule de loisir familial poursuit sa mise au point hivernale.

BMW n'en fait pas mystère sa gamme sportive Motorsport ou M pour les intimes sera tout autant déclinée en thermique qu'en électrique. Et parmi les futurs bolides branchés, la berline BMW iM3 et le SUV iX3 M sont à l'approche. Nos chasseurs de scoops qui avaient déjà débusqué le futur BMW iX3M aux abords des locaux de la division Motorsport de la marque à l'hélice, une implantation stratégiquement proche du circuit du Nürburgring, viennent cette fois, de le croiser en Suède lors des tests hivernaux. Ce fut même l'occasion de saisir une partie de l'habitacle du BMW iX3 M pour la première fois.

## L'habitacle du BMW iX3 M se dévoile

Certes la marque bavaroise a pris soin de dissimuler le mobilier, mais ce dernier reste logiquement proche de celui du BMW iX3 standard. L'agencement dénommé iDrive Panoramique composé d'un écran tactile dont les contours sont biseautés et d'un bandeau digital au bas du pare-brise traversant tout l'habitacle sont bel et bien présents. En regardant le volant, on distingue les boutons spécifiques M1 et M2, encore recouverts de ruban adhésif.

Tandis que le logo M sur le siège est lui aussi toujours masqué. Des matériaux et des inserts spécifiques qui pourront être en métal mais pas en carbone, car la nouvelle politique maison sera davantage de faire appel à de la fibre naturelle précisément du chanvre, matériau déjà utilisé en compétition notamment en Formula E, en DTM et sur une M4 GT4 pendant les 24h du Nürburgring, seront, à coup sûr, de la partie afin d'apporter



une touche d'exclusivité à cette version qui viendra coiffer la gamme iX3.

Pour connaître la plastique spécifique du BMW iX3 M il faudra encore faire preuve

de patience, le prototype débusqué par nos paparazzis conserve l'apparence d'une version classique, aucun appendice particulier ne transparaît. Il faudra donc attendre encore quelques mois pour découvrir les nouveautés. Mais à n'en pas douter, un kit carrosserie sera de la partie. En se basant sur la plastique des dernières réalisations M, dont la tonitrueuse BMW M5 qui vient d'inaugurer une motorisation hybride, nous avons imaginé à quoi pourrait ressembler, le futur BMW iX3 M.

## Quelle puissance pour le futur BMW iX3 M ?

La BMW iX3 M partagera les éléments clés de son système de propulsion électrique, et notamment le principe du "Heart of Joy", un super calculateur permettant de typer spécifiquement le véhicule, avec la future BMW iM3 connue en interne sous le code (ZA0). Tout deux profiteront donc de la base technique Neue Klasse. La berline électrique hautes performances sera commercialisée en 2027 et devrait développer entre 700 et 800 ch aux roues. Cette configuration, avec un moteur électrique par roue, à l'image du Mercedes G580 EQ, ouvre des perspectives inédites pour une distribution intelligente de la puissance et du couple.

Le torque vectoring sera ainsi possible en tout sens. Entre l'essieu avant et l'essieu arrière bien sûr mais également entre les roues d'un même essieu afin de maximiser l'agilité d'un engin qui ne sera pas vraiment léger. Pour mémoire, l'imposant BMW iX3 d'un gabarit de 4,78 m affiche déjà un poids à vide de 2 360 kg en version iX3 50 xDrive bimoteur forte de 470 ch.

## Stellantis veut arrêter l'hybride rechargeable aux Etats-Unis pour le remplacer... quasiment par la même chose !

Stellantis, qui avait pourtant des hybrides rechargeables au sommet des ventes dans certains segments, a décidé de les arrêter complètement dans tous les Etats-Unis. A la place, le constructeur franco-italo-américain mise sur une stratégie différente avec l'arrivée d'un moteur hybride non rechargeable chez Jeep et... des électriques à prolongateur d'autonomie. Qui n'auront quasiment aucune différence pour les clients par rapport à une hybride rechargeable.

Jeep a connu un certain succès avec ses hybrides rechargeables 4xe ces derniers temps au pays de l'oncle Sam, mais la marque ne pourra plus en écouler. Pour des raisons qui n'ont pas été dévoilées, le groupe Stellantis a décidé d'arrêter la vente de toutes les hybrides rechargeables aux Etats-Unis.

"Face à l'évolution de la demande des clients, Stellantis abandonnera progressivement ses programmes de véhicules hybrides rechargeables (PHEV) en Amérique du Nord à partir de l'année modèle 2026 et se concentrera sur des solutions électrifiées plus compétitives, notamment les véhicules hybrides et à autonomie étendue, là où elles répondent le mieux aux besoins des clients".

## La fin des hybrides rechargeables Stellantis

Comme le rappellent nos confrères d'Automotive News, Jeep avait plutôt connu le succès avec ses hybrides rechargeables mais les récents rappels massifs, notamment sur la batterie, auraient pu jouer dans la fin de ces motorisations. Ce que, toutefois, nie Stellantis qui se contente d'expliquer que cette retraite anticipée n'est que le fruit d'une stratégie habituelle de "réajustement" des opérations. Il faut dire que les PHEV ne représentent qu'un peu plus de 1,5 % des ventes de voitures neuves aux Etats-Unis. Les électriques, qui sont pourtant minoritaires elles aussi, sont à plus de 8 % du marché américain. En clair, il n'y a plus forcément la place pour maintenir ces PHEV au catalogue.

Les hybrides rechargeables sont en tout cas une aventure pour le moins mouvementée chez Stellantis, que ce soit aux Etats-Unis comme en Europe. Chez nous, les récentes variantes PHEV 195 ch et 225 ch ont mis un petit moment avant d'arriver sur le marché. Nous n'avons pu prendre le volant du 3008 PHEV 195 qu'en novembre dernier, avec un retard de plusieurs mois qui serait dû à



des soucis de développement côté boîte de vitesses.

Remplacer les hybrides rechargeables... par la même chose

Stellantis va donc se priver d'un Wrangler 4xe qui représentait jusqu'à un quart des ventes totales de Wrangler aux USA. Et d'un Grand Cherokee 4xe qui se vendait également plutôt bien. A la place ? Un moteur hybride nouveau-né, que l'on verra prochainement en Europe, et... des électriques à prolongateur d'autonomie. Qui, il faut bien l'avouer, ne feront aucune différence pour les clients car ils auront toujours une prise à brancher et un réservoir à remplir lors des trajets les plus longs. Evidemment, d'importantes différences techniques existent entre une hybride rechargeable et un "range extender" (dans lequel le moteur thermique n'entraîne pas les roues), mais à l'usage, le conducteur n'y verra que du feu si ce n'est un mode de fonctionnement du moteur thermique assez différent. Il reste à savoir comment va faire Stellantis pour proposer des électriques à prolongateur d'autonomie : solution maison, ou sous-traitance ? Car on le sait, aujourd'hui, plusieurs grands groupes industriels (dont Renault avec Geely, ou encore ZF) ont développé des modules "clés en main" pour convertir une électrique avec un prolongateur d'autonomie.

Mots fléchés

|                                           |          |                                         |                            |                               |                                 |                            |                   |                                |                            |                                   |                                          |                                      |                     |
|-------------------------------------------|----------|-----------------------------------------|----------------------------|-------------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------|--------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------|---------------------|
| Soldat du feu (deux mots)<br>Profanations | ↓        | Lock-out                                | ↓                          | Missive                       | ↓                               | Semblable<br>Déployer      | ↓                 | Industrie<br>Esquivés          | ↓                          | Taures                            | ↓                                        | Siège du gouvernement fédéral suisse | ↓                   |
| ↘                                         |          |                                         |                            |                               |                                 | ↓                          |                   | ↓                              |                            | Personnage biblique               | →                                        |                                      |                     |
| Inédite                                   |          | Paresseux                               |                            | Habitant la botte<br>Crochets | →                               |                            |                   |                                |                            |                                   |                                          | Pépin                                |                     |
| ↘                                         |          | ↓                                       |                            | ↓                             | Désodorisant en pierre          | →                          |                   |                                |                            | Atome<br>Représentation graphique | →                                        | ↓                                    |                     |
| Articles<br>Fabriquée la bière            | →        |                                         |                            |                               | Qui est à l'état naturel        |                            | Divinité          | →                              |                            | ↓                                 |                                          |                                      |                     |
| ↘                                         |          |                                         |                            |                               | ↓                               |                            | Petit chérubin    |                                | Césium<br>Fleuve irlandais | →                                 |                                          | Une espèce de grande punaise         | Débris de bouteille |
| Forme de pouvoir<br>Fleuve italien        | →        |                                         | Broyèrent<br>Tout de suite | →                             |                                 |                            | ↓                 |                                | ↓                          |                                   |                                          | ↓                                    | ↓                   |
| ↘                                         |          | Israël pour le CIO<br>Arrose Saint-Omer | →                          | ↓                             |                                 | Monarque                   |                   | Raillerie                      | →                          |                                   |                                          |                                      |                     |
| Affliction<br>Pierre précieuse            | →        | ↓                                       |                            | Impératif                     | →                               | ↓                          |                   |                                |                            |                                   | Pour un oubli<br>Tranche de gros poisson | →                                    |                     |
| ↘                                         |          |                                         |                            |                               | Points cardinaux<br>Ventilation | →                          |                   | Un personnage du petit Nicolas | →                          |                                   | ↓                                        |                                      |                     |
| Société fermée                            |          | Grotesque                               |                            | Membre d'un oiseau            | →                               | ↓                          |                   |                                | Soleil divin               | →                                 |                                          | Divinité égyptienne                  |                     |
| ↘                                         |          | ↓                                       |                            |                               |                                 | Surfaces agricoles         |                   | Empereur romain<br>Avertie     | →                          |                                   |                                          | ↓                                    |                     |
| Ville de carnaval                         | →        |                                         |                            | Loupa<br>Similaire            | →                               | ↓                          |                   | ↓                              | Enzyme                     | Déshabillés                       | →                                        |                                      |                     |
| Ensemble des acheteurs                    | Lanterne |                                         | Affluent du Rhin           | →                             | ↓                               |                            | Faisceau lumineux | →                              | ↓                          |                                   |                                          |                                      | Sucre simple        |
| ↘                                         | ↓        |                                         |                            |                               |                                 |                            |                   |                                |                            | Vilain                            | Unique                                   | Écimai                               | ↓                   |
| Actinium<br>Bouleversé                    | →        |                                         | Planche de bois            | →                             |                                 |                            | Agités            | →                              |                            | ↓                                 | ↓                                        | ↓                                    |                     |
| ↘                                         |          |                                         | Saint normand              | →                             |                                 | Petit saint<br>Faux marbre | →                 |                                | Pilastre carré             | →                                 |                                          |                                      |                     |
| Ployons<br>Dépôt                          | →        |                                         |                            |                               |                                 | ↓                          | Remplace le RMI   |                                | Native<br>À moi            | →                                 |                                          |                                      | Possède             |
| ↘                                         |          |                                         | Équerre                    |                               | Signe orthographique            | →                          | ↓                 |                                | ↓                          |                                   | Tantale<br>Petit tour                    | →                                    | ↓                   |
| Giboulée                                  |          | Costumes de danse                       | →                          | ↓                             |                                 |                            |                   | Greffai                        | →                          |                                   | ↓                                        |                                      |                     |
| ↘                                         |          |                                         |                            |                               | Calcium                         | →                          |                   | Sillon                         | →                          |                                   |                                          |                                      |                     |

Début des préinscriptions au concours national de recrutement d'élèves magistrats pour l'année 2025

Les préinscriptions au concours national de recrutement d'élèves magistrats pour l'année 2025, ont débuté hier et se poursuivront jusqu'au 29 janvier en cours, à 16h00, indique un communiqué du ministère de la Justice. Les candidats intéressés peuvent s'inscrire au concours via le lien suivant: "concours.mjustice.dz", précise la même source.



ACCIDENTS DE LA ROUTE  
11 décès et 213 blessés en 24 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 213 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tamanrasset avec 8 personnes décédées, après un renversement d'un véhicule suivi d'un incendie, survenu sur le chemin de wilaya CW142, dans la commune de Tadrout. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 18 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des dispositifs de chauffage et de chauffe-eaux à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas de Sétif, Constantine, M'sila, Naâma et El Bayadh. Les éléments de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à l'extinction de trois incendies urbains et divers, survenus dans les wilayas d'Alger, Sidi Bel Abbes et Ouargla.

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Plusieurs recommandations pour réussir les futurs investissements

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a émis plusieurs recommandations destinées aux décideurs mondiaux, dans son dernier rapport, pour réussir l'investissement dans l'économie numérique durant les prochaines années. Intitulé "Investissement international dans l'économie numérique: guide pratique pour les décideurs", le rapport, publié sur le site web de la CNUCED, invite les responsables mondiaux à renforcer leurs stratégies d'investissement dans l'économie numérique afin de stimuler la croissance, favoriser l'innovation et sécuriser les flux de capitaux internationaux. "La mise en place de cadres clairs et cohérents à l'échelle nationale et régionale est essentielle pour attirer des investisseurs tout en assurant la durabilité et la sécurité du secteur", lit-on dans le rapport. Le document propose un ensemble de recommandations structurant les fondations des stratégies numériques. Il recommande notamment de définir les secteurs prioritaires pour l'investissement afin de soutenir la progression le long de la chaîne de valeur numérique et de contribuer aux objectifs industriels stratégiques. Il est aussi recommandé que la planification des investissements doit intégrer l'identification des infrastructures déficientes et les initiatives réglementaires prévues, tout en considérant les enjeux environnementaux et de

durabilité. Les décideurs sont également encouragés à préciser les types d'investissements et d'investisseurs susceptibles de favoriser la transformation structurelle et la montée en gamme numérique. "La coordination entre agences de promotion des investissements, régulateurs et institutions de l'économie numérique est jugée cruciale pour une mise en œuvre efficace", estime la CNUCED. Par ailleurs, l'institution de l'ONU estime que les autorités de chaque pays doivent établir des cadres complets de protection des données, incluant l'obligation de notification des violations, les droits de portabilité et des sanctions efficaces. La création d'autorités indépendantes et bien financées pour superviser la protection des données et la cybersécurité est également préconisée. Le guide souligne la nécessité d'adopter des approches réglementaires flexibles, adaptées aux évolutions technologiques, et de promouvoir la coopération internationale afin d'harmoniser les standards et faciliter les flux transfrontaliers sécurisés. Sur le plan de la propriété intellectuelle, le document recommande d'adapter les lois existantes pour couvrir les innovations numériques, y compris les logiciels et le contenu généré par l'intelligence artificielle. Le rapport aborde également la compétition et la régulation des marchés numériques. Les cadres de concurrence doivent être mis à jour pour refléter les spécificités de l'économie nu-

mérique et promouvoir un espace numérique inclusif, ouvert et sécurisé. En matière de stimulation des investissements, le guide recommande un équilibre entre ouverture aux investissements directs étrangers (IDE) et protection de la sécurité nationale. "Les restrictions doivent être claires, limitées et alignées sur les priorités nationales. Les procédures d'approbation et d'échange pour les start-ups numériques doivent être simplifiées, et les cadres réglementaires adaptés pour tester les innovations dans un environnement contrôlé", recommande la CNUCED. De plus, les agences de promotion des investissements sont encouragées à améliorer la visibilité des opportunités via des canaux numériques et à engager un dialogue public-privé pour identifier les besoins des investisseurs et promouvoir le réinvestissement. En outre, le guide insiste sur le renforcement des compétences et du capital humain. Les programmes de mobilité et de transfert de compétences, le partenariat avec des universités et institutions étrangères, ainsi que l'engagement de la diaspora, sont jugés essentiels pour soutenir l'innovation, l'entrepreneuriat et le développement d'un écosystème numérique durable. D'autre part, les accords internationaux sur l'investissement doivent inclure des clauses favorisant le transfert de technologies et garantissant la flexibilité réglementaire nécessaire aux politiques nationales.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Session de formation au profit des conseillers d'orientation du secteur en matière d'accompagnement des stagiaires

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a présidé, hier à Alger, le lancement d'une formation au profit des conseillers d'orientation, d'évaluation et d'insertion professionnelle en vue de développer leurs compétences et renforcer leur rôle dans l'accompagnement des stagiaires du secteur.

Dans son allocution, Mme Arhab a qualifié le conseiller d'orientation, d'évaluation et d'insertion professionnelle de "maillon essentiel du système de formation professionnelle, au vu de son rôle fondamental dans l'accompagnement des stagiaires, leur orientation vers des parcours de formation adaptés, l'évaluation de leurs acquis et la facilitation de leur insertion professionnelle, en

adéquation avec les besoins du marché du travail". La ministre a souligné, dans ce cadre, l'intérêt particulier que porte le ministère à cette catégorie, au regard de son rôle crucial pour accompagner les apprentis, leur assurer un bon suivi et évaluer leurs acquis, précisant que cette session de formation de deux jours traduit "la volonté du ministère de renforcer les compétences des res-

sources humaines du secteur". Ce cycle de formation, qui bénéficiera à "plus de 1.200 conseillers d'orientation", leur permettra "d'acquérir des connaissances et des outils modernes et de perfectionner leurs compétences pour une orientation efficace, une évaluation objective et une insertion professionnelle durable", a fait observer Mme Arhab.

FACE AU STRESS HYDRIQUE

Le ministère de l'Hydraulique affine sa stratégie

Par Adem A.

Confronté à l'accentuation des effets des changements climatiques et à une pression croissante sur les ressources hydriques, le ministère de l'Hydraulique poursuit le déploiement d'une stratégie globale fondée sur l'anticipation, la diversification des sources d'eau et l'amélioration de leur gestion. Cette orientation vise à renforcer la résilience du secteur face aux aléas climatiques tout en garantissant un service public répondant aux attentes des citoyens. Cette démarche a été réaffirmée par le ministre du secteur, TahaDerbal, lors de la visite d'inspection et de travail qu'il a effectuée, ce dimanche, dans les wilayas de Biskra et d'El Kantara. Accueilli par les walis des deux wilayas, le ministre a suivi un exposé exhaustif sur la situation du secteur au niveau local, avant de prendre connaissance d'une présentation détaillée du projet stratégique de transfert d'eau potable depuis le barrage de Beni Haroun vers la wilaya de

Biskra. À cette occasion, M. Derbal a souligné que « la sécurisation de l'alimentation en eau potable demeure une priorité absolue, notamment dans les régions soumises à un stress hydrique croissant », mettant en avant le caractère structurant de ce projet pour le développement régional. Dans son allocution, le ministre a rappelé que la stratégie du secteur repose sur une approche intégrée combinant ressources conventionnelles et non conventionnelles. « Nous avons adopté une démarche rigoureuse pour faire face aux changements climatiques, fondée sur la diversification des ressources en eau, à travers les barrages, les forages, le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées épurées », a-t-il affirmé. Selon lui, cette orientation permet de consolider le système hydraulique national tout en accompagnant la dynamique économique et agricole observée dans plusieurs wilayas. Il a, dans le même esprit, insisté sur la nécessité de préserver cette ressource vitale et d'en rationaliser l'usage, notamment dans le secteur agricole. « L'adop-

tion de techniques d'irrigation intelligente n'est plus une option, mais une exigence pour garantir la durabilité de nos ressources », a-t-il déclaré, appelant les responsables locaux à accélérer la réalisation des projets en cours, dans le strict respect des normes de qualité, afin d'assurer leur mise en service dans les meilleurs délais. Dans la commune d'El Kantara, le ministre a inspecté le chantier de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 3 000 mètres cubes, destiné à renforcer les capacités de stockage et à sécuriser l'approvisionnement en eau potable de la population locale. Inscrit au programme sectoriel de 2024, ce projet affiche un taux d'avancement de 58 %. À ce sujet, M. Derbal a estimé que « le renforcement des infrastructures de stockage constitue un levier essentiel pour faire face aux variations climatiques et aux pics de consommation ». La valorisation des eaux usées traitées s'impose également comme un pilier central de la stratégie ministérielle. Lors d'une autre visite dans la wilaya de Batna, le ministre a

mis l'accent sur l'intégration des technologies modernes, notamment le traitement tertiaire, dans les projets de stations d'épuration. « Le traitement tertiaire permet d'élargir l'irrigation agricole à toutes les cultures, y compris les légumineuses, et non plus seulement aux céréales et à l'arboriculture », a-t-il expliqué, rappelant l'existence d'un cadre juridique encadrant l'utilisation de ces eaux. Enfin, le ministre a souligné l'importance d'un suivi rigoureux des projets de transfert et de traitement des eaux, qu'il s'agisse des conduites reliant les barrages ou des extensions de stations de traitement. Il a également rappelé que « les palmeraies constituent un patrimoine national qu'il convient de préserver à travers une planification prospective et une gestion optimale de l'eau ». À travers ces orientations, le ministère de l'Hydraulique entend inscrire son action dans une logique de durabilité, en mesure de répondre aux défis climatiques tout en assurant un développement équilibré et sécurisé à long terme.